

Questioni



Questionnements Frågor. Ερωτήματα Cuestiones Questões

Fragen Mistoqsijet Questions Kysymykset Въпроси. Vragen Zagadnienia

**LUTTE CONTRE LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

DAVIDE
LEONE



Graphic design: Davide Leone

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

N°3

 European**LEFT**

Quistioni

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

Directeur

Paolo Ferrero

Comité éditorial

Walter Baier

Luis Fazenda

Pierre Laurent

Jean-Pierre Michiels

Anna Mikkola

Margarita Mileva

Natasa Theodorakopoulou

Rédacteur en chef

Giorgio Riolo

Bureau de rédaction

Daniele Brunetto

Directeur responsable

Romina Velchi Pellecchia

Conception de la couverture

Davide Leoni

Conception et mise en page

Elena Coperchini

Dario Marini Ricci

Cher lecteur, Chère lectrice,

Ce que vous lisez est le troisième des trois numéros tests de *Quistioni*, le magazine trimestriel en trois langues du Parti de la Gauche Européenne. Notre objectif est de créer un espace public de discussion et de débat entre ceux et celles qui veulent construire l'alternative à ce monde néolibéral. Pour cette raison, il comprendra des contributions des partis membres du PGE, des intellectuels et des mouvements.

Le magazine s'intitule *Quistioni* (en référence à la manière dont Antonio Gramsci indiquait les sujets, les problèmes), car dans chaque numéro monographique du magazine, nous voulons aborder un problème et contribuer, de cette manière, à la construction d'un projet commun d'alternative au niveau européen.

Nous sommes très intéressés par votre avis, vos retours et suggestions. Vous pouvez nous écrire à magazinepge@libero.it.

Paolo Ferrero

Contacts



magazinepge@libero.it



www.europeanleftmagazine.eu

Index

Éditoriaux

Heinz Bierbaum - <i>Lutte contre le changement climatique - les concepts de gauche</i>	4
Paolo Ferrero - <i>Le changement climatique et nous</i>	6

Articles

Didem Aydurmuş - <i>La quête de la durabilité - et la nécessité d'une gauche unie forte</i>	9
Leonardo Boff - <i>Avons-nous assez de temps et de sagesse pour éviter la catastrophe ?</i>	14
Hervé Bramy - <i>COP-26 à Glasgow. Sortir du capitalisme pour sauver le climat</i>	17
Rena Dourou - <i>Notre combat du siècle</i>	22
Felicity Dowling - <i>La mobilisation pour l'écosocialisme</i>	25
Gauche Républicaine et Socialiste - <i>La réponse à la crise climatique passe par la responsabilité collective</i>	32
Alain Pagano - <i>Du constat de crise écologique, aller aux solutions transformatrices !</i>	35
Vijay Prashad - <i>Je me suis réveillé ici quand la terre était nouvelle</i>	37
Filippo Savio - <i>Les jeunes hommes et femmes des Fridays For Future Italie s'expriment sur la crise climatique</i>	40
Eva García Sempere - <i>Qui a peur de la décroissance ?</i>	43

Matériaux

<i>Un « Manifeste rouge-vert » pour la Hongrie</i>	51
--	----

Lutte contre le changement climatique - les concepts de gauche

Heinz Bierbaum

Nous sommes confrontés à de profonds bouleversements économiques, sociaux et politiques causés notamment par les défis écologiques dont le changement climatique est certainement le plus important. La pandémie qui détermine actuellement nos conditions de vie et de travail aggrave la crise en augmentant également les grandes inégalités sociales déjà existantes. L'épuisement des ressources naturelles et les catastrophes écologiques sont une réalité créée par l'homme et peuvent être corrigés par les actions des êtres humains. Cela nécessite toutefois un changement radical de politique.

Les causes de la catastrophe climatique sont liées au système de production capitaliste orienté vers le profit en général et à la politique néolibérale en particulier. Notre mode de production doit être remis en question. Une réduction drastique du CO₂ est nécessaire. Il est maintenant évident qu'une production basée sur les énergies fossiles n'a plus d'avenir. Mais nous n'avons pas seulement besoin d'une autre politique énergétique. Nous devons repenser et changer l'ensemble de notre système de production.

Le concept de Transformation Socio-Écologique, ou le Green New Deal, est une réponse à cette exigence et constitue un élément clé de la stratégie politique de la Gauche Européenne. Presque tout le monde parle de la nécessité de lancer un Green New Deal, mais il existe des concepts très différents. La Commission européenne, par exemple, a lancé un "Green Deal européen" destiné à rendre l'Union européenne climatiquement neutre d'ici 2050. Les principaux éléments de ce "Deal" sont les investissements dans les technologies respectueuses de l'environnement, la décarbonisation de l'énergie,

la rénovation énergétique des bâtiments et des transports privés et publics plus propres et plus sains. L'UE dans son ensemble doit s'orienter vers une économie verte. Le "Green Deal" de la Commission européenne est certainement un point de référence, mais il reste de loin inefficace pour s'attaquer aux tâches brûlantes du changement climatique et atténuer la perte de biodiversité.

La gauche du Parlement européen (Gue/Ngl) a également élaboré une proposition concrète basée sur l'accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ("Vers un New Deal vert et social pour l'Europe"). Elle appelle à un changement de la politique énergétique avec le développement des énergies renouvelables, une politique agricole respectueuse de l'environnement, une réduction massive des émissions et une politique industrielle et économique entièrement basée sur la durabilité. La proposition est principalement axée sur la protection des travailleurs et des employés et sur l'amélioration des conditions de travail et de vie. Le Green Deal est également considéré comme une opportunité pour un commerce international juste et équitable. Elle appelle à un changement fondamental de politique, afin que les personnes et la durabilité priment sur le profit.

Le Parti travailliste britannique a probablement proposé le concept le plus développé pour un Green New Deal. Le *Manifeste 2019* du Parti travailliste appelle à une révolution industrielle verte pour créer un million d'emplois au Royaume-Uni. L'industrie, l'énergie, les transports, l'agriculture et même le secteur de la construction seraient transformés pour aligner

la production sur la nature. Les émissions seraient considérablement réduites d'ici 2030. L'économie serait remodelée pour servir les intérêts du plus grand nombre, et non de quelques-uns. Ce concept appelle à la fois à investir dans une transformation écologique et soulève la question de la propriété. Les besoins des personnes et la préservation de la planète, et non le profit, seraient les principaux indicateurs de performance. Avant tout, le concept considère l'énergie et l'eau comme des biens publics accessibles à tous. Les biens publics doivent être utilisés pour garantir un travail décent et l'égalité des droits pour tous.

Pour la gauche, la combinaison des besoins écologiques et sociaux est cruciale. Il ne fait aucun doute qu'une révolution industrielle verte, comme l'appelle le *Manifeste* travailliste, est nécessaire. Mais de la même manière, les travailleurs affectés par ces changements doivent être protégés. La "transition juste", telle que promue par l'Ituc, est un concept qui combine transformation écologique et protection sociale et vise à garantir qu'une économie verte puisse fournir un travail décent. Les travailleurs et les citoyens ne doivent pas seulement voir leurs droits renforcés dans ce processus de transformation. Ils doivent aussi être directement impliqués. Leur implication directe est indispensable pour un Green New Deal de gauche. D'un point de vue de gauche, le lien entre le Green New Deal et la démocratie économique est donc pri-

mordial. Cela le distingue également des autres concepts.

Un Green New Deal de gauche doit aller de pair avec l'expansion des droits des travailleurs. Cela peut être lié au pilier des droits sociaux tel qu'adopté par la Commission européenne. Lors du Sommet social de mai à Porto, un plan d'action a été adopté pour mettre en œuvre ce pilier des droits sociaux, qui n'est toutefois pas très ambitieux. L'Etuc, soutenue également par le Trade Unionists Network Europe (Tune), demande un "Protocole social" contraignant faisant partie des Traités européens.

Un Green New Deal de gauche doit être compris comme un concept de transformation global qui combine les exigences écologiques et sociales et garantit l'implication directe des travailleurs eux-mêmes. Il rompt avec la politique européenne néolibérale du Green Deal et va au-delà des limites du développement capitaliste. La lutte contre le changement climatique est un énorme défi que la gauche doit relever. Le Green New Deal doit devenir un point focal de coopération avec d'autres forces de gauche et progressistes, notamment des mouvements comme "Fridays For Future" et, surtout, les syndicats.

Heinz Bierbaum est président du Parti de la Gauche Européenne. Il est sociologue et économiste.

Le changement climatique et nous

Paolo Ferrero

Le changement climatique sur la planète et la syndémie de la Covid qui continue à faire des victimes sont les deux faces d'une même médaille. Ils ne peuvent être séparés.

Ils nous parlent de l'aspect destructeur que le développement capitaliste a pris aujourd'hui et en même temps ils nous parlent des formes dans lesquelles cette destruction se manifeste. Il n'y aura pas d'heure X avec la fin du monde ou la disparition de l'espèce humaine sur terre. Il y aura une dégradation des conditions d'habitabilité de la planète entraînant des pénuries d'eau potable, des famines, des inondations, des migrations, du racisme, des guerres, de nouvelles pandémies.

En d'autres termes, ce n'est pas la mort que nous devons craindre, mais la dégradation imparable et exponentielle de la vie et des relations sociales. La catastrophe environnementale n'est pas un problème sectoriel, concernant l'environnement, mais elle est destinée à provoquer une catastrophe progressive de la civilisation humaine, à commencer par la civilisation occidentale, dans un court laps de temps. Une catastrophe qui frappe évidemment le plus durement les personnes les plus fragiles et les plus faibles économiquement et socialement, à commencer par les peuples et les pays des périphéries, les classes subalternes en général, les migrants et les femmes.

Un changement rapide et radical est nécessaire

Cette situation appelle une réponse rapide et radicale, comme celles mises en œuvre en temps de guerre. Les classes dirigeantes, qui ont pris conscience du problème, s'y attaquent en essayant de rentabiliser les productions re-

spectueuses de l'environnement et d'écarter du marché les productions polluantes. Même pratiquée avec beaucoup plus de rigueur qu'aujourd'hui, cette réponse en termes d'économie verte capitaliste est destinée à prendre trop de temps pour éviter la catastrophe. En dehors de toute autre considération, le changement qu'ils recherchent est dramatiquement trop lent. Elle est basée sur le même paradigme qui nous a conduit au désastre.

Il s'agit donc de disposer de processus de reconversion environnementale et sociale de la production et de l'économie beaucoup plus rapides que ceux envisagés par le président de la Bce ou la Commission européenne. Il s'agit de bien comprendre qu'une économie basée sur le profit est incompatible avec le maintien d'un équilibre environnemental sur la planète Terre.

La poussée propulsive du capitalisme a été épuisée

Le capitalisme a eu le mérite historique d'avoir appliqué la science aux processus de production, ce qui a donné un grand élan au développement technologique et donc à l'augmentation de la productivité du travail. Cette évolution a engendré d'énormes souffrances sociales mais aussi une amélioration globale des conditions de vie des humains. Ce fait a caractérisé les trois derniers siècles de la vie humaine, au cours desquels le capitalisme et le mouvement ouvrier se sont affrontés. Cet élément contradictoire mais progressif a pris fin avec l'émergence des effets généraux de l'ère de l'Anthropocène. Le développement capitaliste est progressivement devenu incompatible avec l'équilibre environnemental de la planète. La "destruction créatrice" de Schumpeter est devenue de plus en plus

la “création de la destruction” d’un système qui détruit la nature, brevète et privatise le vivant, provoque des pandémies de plus en plus fréquentes et produit des inégalités de plus en plus macroscopiques et inacceptables. La recherche même de l’augmentation du Pib, qui anime nos gouvernants comme un signe de reprise après la Covid, ne peut qu’exacerber les problèmes et est finalement incompatible avec la vie humaine sur la planète.

La force motrice du capitalisme a été épuisée. Le mode de production capitaliste basé sur le profit n’est plus capable de produire la prospérité, mais plutôt la destruction et la barbarie. Pas demain, mais aujourd’hui, comme le montre le cas de la Covid et la réponse imprévoyante des classes dirigeantes fondée sur le brevetage des vaccins et la centralité du profit multinational. Nous nous dirigeons vers une chute et nous devons rapidement faire marche arrière, changer complètement de paradigme.

La révolution est le “frein d’urgence de l’histoire”

Marx, qui a reconnu à juste titre que le capitalisme avait mis en place de manière contradictoire les conditions permettant à l’humanité de sortir de la pénurie économique. Marx, qui avait sous les yeux l’énorme potentiel du capitalisme et ne pouvait prévoir l’ampleur de son aspect destructeur, parlait de la révolution comme de la “locomotive de l’histoire”.

Je pense que nous ne faisons pas injure à Marx si nous adoptons aujourd’hui la pensée de Walter Benjamin, qui parle plutôt de la révolution comme du “frein de secours de l’histoire”.

Il s’agit de s’arrêter pour changer, et non d’accélérer pour changer.

En laissant de côté la métaphore ferroviaire, qui a sa propre efficacité, il me semble clair que notre proposition d’un plan de reconversion environnementale drastique de l’économie et de la production, un plan public qui, pour des raisons d’efficacité, est soustrait à la logique du profit, doit être accompagnée de trois points décisifs.

L’alternative

Tout d’abord, la redistribution des richesses. Parce que la reconversion de l’économie et de la production ne peut pas se décharger sur les conditions de vie des couches populaires, sinon il n’y aura pas de consensus pour le faire. La redistribution des richesses est la condition du protagonisme social dans la reconversion environnementale, notamment dans les pays occidentaux et dans cette Europe qui est la nôtre.

Deuxièmement, la redistribution du travail. L’augmentation de la productivité du travail doit se traduire par une réduction drastique du temps de travail et non par une augmentation des biens produits. Démystifier notre existence, élargir la satisfaction des besoins sociaux par la production de valeurs utilisables qui ne prennent pas la forme de marchandises est un point décisif pour dépasser le profit comme principe organisateur des relations sociales.

Troisièmement, la socialisation de la connaissance et de la science. Aujourd’hui, le capital domine la création par l’appropriation privée des fruits de la recherche scientifique et fait de la nature elle-même une marchandise manipulable et une occasion de profit. Le monopole des fruits de la science est la base de la production de la richesse, du pouvoir et, dans une certaine mesure, du prestige, et de l’hégémonie du capital. Dans le même temps, nous voyons réapparaître sur la place publique des formes magiques et non scientifiques d’irrationalisme que nous ne pensions pas voir revenir un jour. La socialisation de la science - et donc du pouvoir qui en découle - est un facteur clé pour aborder les problèmes de l’humanité sous des formes rationnelles et pour pouvoir les résoudre.

Paolo Ferrero, directeur de Quistioni, est vice-président du Parti de la Gauche Européenne. Il a été secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, Italie, et ministre des Affaires sociales dans le deuxième gouvernement de Prodi.

Articles

La quête de la durabilité - et la nécessité d'une gauche unie forte

Didem Aydurmş

L'humanité est en train de mener une expérience imprévue, incontrôlée et généralisée dont les conséquences ultimes pourraient n'être dépassées que par une guerre nucléaire mondiale

Organisation météorologique mondiale, 1988

Il y a eu des avertissements pendant des décennies. Ils ont été ignorés par tous les acteurs, de gauche comme de droite. Et pire encore, la destruction mondiale s'est accélérée, car il semble que la fin de l'histoire soit arrivée, non pas aussi ouvertement que Fukuyama l'aurait pensé dans la sphère politique, mais dans l'économie et donc dans le discours public. Le débat politique ne connaît qu'un seul système économique, sans alternative. Le capitalisme et son conjoint le consumérisme ont pénétré le monde plus profondément que jamais. Même dans certains groupes d'activistes, l'idée de voter avec son portefeuille est souvent perpétuée sans aucune réflexion. Cela montre à quel point le discours actuel prive encore plus de leurs droits ceux qui n'ont pas de moyens financiers. La différence entre les riches et les pauvres est frappante. Nous ne vivons pas dans un monde post-matérialiste (voir Luke 1999), mais dans un monde hypermatérialiste. De nouveaux "besoins" sont fabriqués à la seconde. Dans le même temps, le nombre de personnes ayant accès à des biens de base tels que l'air pur ou l'eau potable diminue. L'insécurité de l'eau est déjà très répandue. Aux États-Unis, l'eau potable n'est pas garantie partout. À l'échelle mondiale, les droits sur l'eau sont toujours

vendus au plus offrant. Au lieu d'être protégés, les biens communs sont privatisés, épuisés et détruits. La pollution tue déjà plus de 400 000 Européens par an (Agence européenne pour l'environnement 2016). La trajectoire d'aucun pays n'est conforme à l'Accord de Paris.

Une critique des contes de fées populaires

Le capitalisme est en train de tuer la planète. Ce n'est peut-être pas la seule cause, mais les discours sur le capitalisme durable ou vert sont des contes de fées (Jackson 2012 et Martin 2015). Qu'un système basé sur la croissance continue, l'exploitation des humains, de la nature et des animaux, qui externalise les coûts, tout en privatisant les profits, ne peut être durable ne surprendra aucun lecteur ici. Il est temps de sortir des contes de fées et de montrer une alternative de gauche basée sur une science solide et la justice climatique.

Les débats, ou plutôt l'absence de débat, autour du prix du CO2 montrent à quel point le discours contemporain reste limité (j'utilise Co2 dans son usage standard, bien qu'il faille techniquement parler de Co2e étant donné qu'il existe d'autres gaz à effet de serre importants). La monétisation de la nature via les prix du CO2 est une politique qui renforce les injustices en accentuant la division entre les riches et les pauvres. L'accroissement des inégalités par le biais de mesures de protection du climat fait occasionnellement partie du discours. Les réserves viennent surtout de notre côté. Ce dont on ne parle pas, ce sont les effets cognitifs

de la tarification de la pollution. Alors que de nombreux économistes sont convaincus de l'efficacité des prix du CO₂, d'autres disciplines ne se prononcent pas encore (voir Norton 2002). La sociologie, par exemple, montre que le fait de donner un prix aux choses peut déprécier leur valeur pour nous, les humains. La durabilité, dans sa version la plus aboutie, exige toutefois que les sociétés apprécient davantage la nature, et non moins.

Étant donné que la réduction de la pollution est coûteuse, d'autres moyens sont explorés. Les pratiques actuelles posent deux problèmes majeurs. Tout d'abord, nous devons réduire radicalement la pollution et l'exploitation des ressources. Les taxes sur le carbone et la compensation des émissions de carbone sont toutefois des indulgences des temps modernes (voir Connelly et al. 2012). Dans chaque cas, un prix est payé à titre d'indemnisation. Il ne s'agit pas de véritables réparations dans la mesure où elles ne peuvent pas annuler une action. De plus, les projets de compensation ont généralement lieu dans le Sud et interfèrent régulièrement avec les droits des autochtones. Deuxièmement, les projets sont divers et varient entre non durables, injustes et réellement significatifs. Il est important de noter que, trop souvent, le Sud est en train de payer à nouveau le prix de la surconsommation de tous les autres.

La nécessité d'une gauche forte, et non d'un blanchiment vert

Malheureusement, la gauche n'a pas encore réussi à démontrer sa centralité dans la lutte pour notre bien commun le plus important. Bien que la protection des biens communs soit aussi centrale pour le gauchisme que la couleur rouge, nous n'avons pas encore maîtrisé le sujet le plus important de notre vie. Mais nous devons le faire maintenant. Nous devons trouver des moyens de transformer non seulement les économies nationales, mais aussi

le monde entier, en coopération avec ceux que le néocolonialisme (environnemental) et notre mode de vie impérialiste laissent sans voix.

Les médias sont dominés par les solutions économiques faciles, à savoir le commerce et la tarification du carbone, en raison de la domination du néolibéralisme et parce qu'elles apparaissent comme des "solutions" faciles à des problèmes complexes. Pendant ce temps, l'idée d'une politique climatique axée sur le marché ne semble bizarre à personne. On peut combattre le feu par le feu, mais je ne vois pas d'exemple où la cause principale de la destruction est aussi sa solution. C'est là que nous devons intervenir. La croissance a été une vache sacrée, mais contrairement au capitalisme, le socialisme n'en a pas besoin.

Sans une gauche forte et unie, nous sommes condamnés. De nombreux écosystèmes sont proches de l'effondrement et nous ne savons pas si les points de basculement ont déjà été dépassés. Je dirais que dans toute l'histoire de l'humanité, le besoin d'un grand discours de gauche n'a jamais été aussi important que dans les années 20 du 21^{ème} siècle. Il existe encore une réelle possibilité d'extinction de l'humanité. Ne croyez pas ce que je dis, croyez plutôt aux scientifiques d'Oxford qui s'inquiètent du fait que notre orientation politique actuelle puisse mettre en danger la survie même de notre espèce. "The Future of Humanity Institute a mené un sondage auprès d'experts universitaires sur les risques mondiaux. Ils ont donné une estimation de 19 % de probabilité que l'espèce humaine s'éteigne avant la fin de ce siècle" (Marshall 2014:Loc. 3494). Nous ne sommes pas seulement la cause de la 6^e extinction de masse, nous pourrions aussi en devenir les victimes.

De nombreux chercheurs font la différence entre une durabilité faible et une durabilité forte, seule cette dernière méritant réellement l'attribut "durable" (cp. Holland 2002). La critique selon laquelle les COP sont généralement plus un spectacle politique avec une grande empreinte environnementale, des milliers de personnes prenant l'avion pour assister aux conférences sur le climat, est justifiée. Encore une fois,

personne n'est réellement sur une trajectoire de 1,5 degré, ce qui signifie que l'humanité met collectivement à la poubelle l'Accord de Paris comme s'il n'avait aucune importance. Je me souviens bien de cette célébration. J'y étais. Elle m'a laissé immédiatement un goût amer, car encore et toujours le spectacle politique l'emporte sur le changement substantiel (cf. Edelman 2005). Une véritable politique durable doit ressembler à une pastèque : une peau bien verte et un intérieur rouge foncé. Tout le reste n'est que de l'écoblanchiment. Alors, battons-nous !

Là où de nombreux partis verts se concentrent sur la consommation individuelle et prétendent que tout peut continuer comme si de rien n'était, notre tâche est de démanteler les fausses croyances du capitalisme vert. Se concentrer sur l'individu plutôt que sur le système est souvent une distraction plutôt qu'un moyen de protéger la planète pour tous. Depuis 30 ans, le néolibéralisme est l'idéologie hégémonique - depuis si longtemps que nous ne réalisons même pas comment même les gauchistes ont intériorisé sa logique.

Presque nulle part ailleurs les défauts du capitalisme sont aussi évidents etc'est pourquoi de plus en plus de groupes environnementaux commencent à réaliser la nécessité de rompre avec un système économique qui est basé sur la croissance éternelle et l'exploitation maximale des humains, de la nature et des animaux. Nous devons soutenir ces groupes, nous engager dans un processus d'apprentissage mutuel, et non de cooptation, et rester unis.

Les groupes d'activistes - et notre rôle ?

En Allemagne, un tel groupe est *Ende Gelände*, qui a une stratégie d'action directe et dont la rhétorique a une position anticapitaliste claire, qui attire l'attention des médias, mais qui doit aussi faire face à d'importants retours de bâton. Nous pouvons apprendre beaucoup de ces groupes, car ils sont souvent plus progressistes

et surtout plus féroces que nous. *Ende Gelände*, par exemple, bloque les opérations d'extraction du charbon et est donc en conflit direct avec l'industrie des combustibles fossiles. Ils ne sont pas seulement confrontés à une industrie géante, mais aussi à la politique et, dans certains cas, au pouvoir judiciaire. La corruption et l'enchevêtrement des grandes entreprises et de la politique doivent être surmontés. La politique au service des intérêts de l'industrie des combustibles fossiles n'a rien de nouveau, mais il est incroyable de voir à quel point cela est audacieux et flagrant.

Par exemple, les militants d'*Ende Gelände* ont occupé la forêt de Hambacher afin de la protéger de la destruction. Ils ont réussi à gagner les faveurs de l'opinion publique, mais le gouvernement local a même envoyé la police sous de fallacieux prétextes. En septembre dernier, un tribunal a déclaré qu'Armin Laschet, le candidat conservateur à la chancellerie, le poste le plus élevé d'Allemagne, avait illégalement ordonné à la police de faire disparaître les militants de la forêt afin que le géant industriel RWE puisse détruire la forêt pour ses opérations d'extraction de charbon.

Fridays For Future en Allemagne est un sac mélangé. Alors que de nombreux groupes locaux reconnaissent qu'il n'y a pas de capitalisme durable, des personnalités comme Luisa Neubauer (membre du parti Vert) promeuvent implicitement l'écomodernisme dans tous les médias. L'écomodernisme reprend le conte populaire selon lequel nous pouvons découpler la croissance économique et la pollution de l'environnement pour avoir un capitalisme durable, ce qui n'a pas été prouvé empiriquement, mais qui est manifestement soutenu par un important lobby. Fridays For Future Germany a participé à un effort couronné de succès visant à poursuivre le gouvernement pour des politiques climatiques inconstitutionnelles, la protection de la nature étant inscrite dans la constitution allemande. Il est clair qu'après quelques années de protestations, il y a de nombreux étudiants qui donnent des analyses plus pertinentes et plus pointues de la situation actuelle que

la plupart des politiciens. Le mouvement allemand *Extinction Rebellion* présente des aspects et des scénarios encore plus variés, avec de nombreux membres de gauche, mais aussi des activistes économiquement libéraux qui se joignent à la désobéissance civile. L'état actuel des mouvements est difficile à évaluer car la pandémie a rendu l'organisation plus difficile. Critiquer les militants pour leur étroitesse d'esprit ou autre est cependant arrogant et injustifié. La gauche elle-même doit encore proposer un discours qui explique les problématiques, les aborder sans excuses, oui radicalement, et proposer une vision durable de l'avenir. Tant que nous minimiserons l'impact du charbon ou que nous déclarerons que manger des saucisses de porc est le summum de la liberté, nous n'aurons ni compris les catastrophes (à venir), ni écouté la science ou les autres mouvements. L'urgence et l'ampleur du problème exigent de l'honnêteté. Tant que nous concentrons sur un ou deux secteurs comme le transport et la production d'énergie, nous resterons nous-mêmes étroits d'esprit et n'aurons pas grand-chose à offrir. *Ende Gelände* mange végétalien, parce que l'industrie animale est le plus grand pollueur de gaz à effet de serre au monde et par respect pour les animaux et les autres militants.

Au-delà de la catastrophe

Ce qui est clair, c'est que de nombreuses parties du monde ont besoin de transformations, notre système alimentaire mondial, notre système énergétique, etc. Le consumérisme mondial ne peut pas continuer ainsi. La lutte contre le changement climatique et l'atténuation de ses effets est la tâche la plus importante et probablement la plus difficile à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée. La survie est en jeu. L'écologiste et capitaine de Sea Watch Carola Rackete, une héroïne moderne, a déclaré lors d'une table ronde que nous devons nous mobiliser et former des réseaux solides dans le monde entier. Je suis d'accord. Si la montée en puissance de l'esclavage, du salariat inhumain

et des inégalités mondiales n'a pas suffi à nous unir, c'est notre dernière chance.

Le capitalisme mène une guerre contre les humains, les animaux et la nature et nous devons constituer un front uni. Nous devons montrer aux groupes environnementaux que nous sommes des partenaires fiables, mais surtout construire un discours de gauche contre le discours hégémonique. Notre récit est celui de la redistribution, de la justice mondiale et de la solidarité, la cause actuelle de l'histoire est celle de la destruction. Abandonner n'est pas une option. Nous ne pouvons pas avoir peur de ce qui doit être fait ; nous devons avoir peur de ce qui est à venir, si nous ne nous battons pas. La catastrophe est déjà en cours.

Références

- Connelly, J. et al. 2012. *Politics of the Environment. From Theory to Practice*. 3rd ed. Abingdon: Routledge.
- Edelman, M. 2005. *Politik als Ritual: Die symbolische Funktion staatlicher Institutionen und politischen Handelns*. Frankfurt: Campus Verlag.
- European Environmental Agency 2019. Qualité de l'aire en Europe. <https://www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2019>
- Holland, A. 2002. Sustainability : *Should We Start From Here ? Dans A. Dobson (ed.), Fairness and Futurity. Essais sur la durabilité de l'environnement et la justice sociale*. New York : Oxford University Press, pp. 46-82.
- Jackson, T. 2012. *Prosperity without growth: Economics for a finite planet*. Kindle Edition: Routledge.
- Luke, T. W. 1999. *Capitalism, Democracy, and Ecology. Departing from Marx*. Urbana and Chicago: University of Illinois Press.
- Marshall, G. 2014. *Don't Even Think About It: Why Our Brains Are Wired to Ignore Climate Change*. Kindle Edition: Bloomsbury.
- Martin, T. 2015. *Economic Growth is a meme – a learned idea that we can change and mature*.

<http://mahb.stanford.edu/blog/economic-growth-meme>

Norton, B. 2002. Issue 3: Nature Has Only an Instrumental Value Sustainability: Descriptive or Performative? In J. M. Gillroy and J. Bowersox (eds.), *The Moral Austerity of Environmental Decision: Sustainability, Democracy, and Normative Argument in Policy and Law. Kindle Edition*: Duke University Press.

World Meteorological Organization 1988

<http://cmosarchives.ca/History/ChangingAtmosphere1988e.pdf>

Didem Aydurmuş est membre du Bureau Exécutif de Die Linke et est responsable des questions climatiques.

Avons-nous assez de temps et de sagesse pour éviter la catastrophe ?

Leonardo Boff

Le 8 août 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a publié son rapport bisannuel sur l'état du climat de la Terre, fruit des recherches de plus de 100 experts de 52 pays. Jamais le document n'a été aussi clair que maintenant, contrairement aux rapports précédents. Auparavant, il avait été déclaré qu'il était certain à 95 % que le réchauffement climatique était anthropique, c'est-à-dire d'origine humaine. Aujourd'hui, on affirme sans restriction qu'il s'agit d'une conséquence des êtres humains et de leur façon d'habiter la Terre, notamment en raison de l'utilisation de combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz) et d'autres facteurs négatifs.

Le scénario semble dramatique. L'Accord de Paris précise que les pays doivent "limiter le réchauffement à moins de 2° C, et s'efforcer de le limiter à 1,5 °C". Le rapport actuel laisse entendre que ce sera difficile, mais que nous disposons des connaissances scientifiques et des capacités technologiques et financières nécessaires pour lutter contre le changement climatique, si tout le monde entier, pays, villes, entreprises et particuliers - s'y met sérieusement dès maintenant.

La situation actuelle est préoccupante. En 2016, les émissions mondiales de gaz à effet de serre se sont élevées à environ 52 gigatonnes de CO₂ par an. Si nous ne changeons pas le cap actuel, nous arriverons en 2030 à entre 52 et 58 gigatonnes. À ce niveau, il y aurait une énorme destruction de la biodiversité et une prolifération de bactéries et de virus comme jamais auparavant.

Selon les scientifiques, pour stabiliser le climat

à 1,5 Celsius, il faudrait réduire les émissions de moitié (25-30 gigatonnes). Sinon, avec la Terre en feu, nous vivrions des événements extrêmes terrifiants.

Je suis d'avis que la science et la technologie ne suffisent pas à elles seules à réduire les gaz à effet de serre. C'est trop de croire en l'omnipotence de la science, qui n'a jusqu'à présent pas réussi à répondre pleinement à la Covid-19. Il est urgent d'adopter un autre paradigme de relation avec la nature et la Terre, qui ne soit pas destructeur mais amical et en subtile synergie avec le rythme de la nature. Cela nécessiterait une transformation radicale du mode de production capitaliste actuel, qui est encore largement guidé par l'illusion que les ressources de la terre sont illimitées et permettent donc un projet de croissance/développement illimité. Dans son encyclique *Laudato Si* : Sur le soin de la maison commune (2020), le Pape François dénonce ce postulat comme un "mensonge" (p. 106) : une planète limitée, dégradée et surpeuplée ne tolère pas un projet illimité. La Covid-19, dans son sens le plus profond, nous demande de mettre en œuvre une conversion paradigmatique.

Dans l'encyclique *Fratelli tutti* (2021), le Pape François comprend cet avertissement du virus. Il oppose deux projets : celui, actuel, de la modernité, dont le paradigme consiste à faire de l'être humain le dominus (maître et seigneur) de la nature, et le nouveau qu'il propose, celui du frater (frère et sœur), incluant tous, humains et autres êtres de la nature. Ce nouveau paradigme du frater planétaire établirait une fraternité sans frontières et un amour social. Si nous ne faisons

pas ce voyage, “soit tout le monde est sauvé, soit personne ne l’est” (p. 32).

La grande question est la suivante : le mode de production capitaliste mondialisé fait-il preuve de volonté politique, a-t-il la capacité et le caractère raisonnables suffisants pour permettre ce changement radical ? Il s’est fait dominus (le maître et possesseur de Descartes) de la terre et de toutes ses ressources. Ses mantras sont : le profit le plus élevé possible, obtenu par une concurrence féroce, accumulé individuellement ou en entreprise, par une exploitation dévastatrice des biens et services naturels. De ce mode de production est né le dérèglement climatique et, pire encore, une culture du capital, dont nous sommes tous en quelque sorte les otages. Comment en sortir pour nous sauver ?

Nous devons changer, sinon, selon Zygmunt Bauman, “nous rejoindrons les rangs de ceux qui vont vers leur propre tombe”. Logiquement, cette conversion urgente de paradigme prend du temps et implique un processus de transformation, car tout le système est graissé pour produire et consommer davantage. Mais le temps du changement arrive à son terme.

D’où le sentiment du monde des grands noms, dont la crédibilité incontestée n’est pas celle d’un simple pessimisme, mais d’un réalisme fondé.

Je cite certains d’entre eux :

Le premier est le Pape François qui a averti dans *Fratelli tutti* : “nous sommes dans le même bateau, soit nous nous sauvons tous, soit personne ne se sauvera” (p. 32).

Le second est le formulateur de la théorie de la Terre comme superorganisme vivant, Gaia, James Lovelock, dont le dernier titre en dit long : *Gaia : Dernier avertissement* (Intrinsèque, Rio 2010).

Le troisième est Martin Rees, astronome royal du Royaume-Uni : *Notre dernière heure : le XXI^e siècle sera-t-il le dernier de l’humanité ?* (Critica, 2004) ; pas besoin de commentaire.

Le quatrième est Eric Hobsbawm, l’un des historiens les plus renommés du XX^e siècle,

qui déclare à la fin de *Histoire du XX^e siècle, 1914-1991* (Critica, 2000) : “Nous ne savons pas où nous allons. Cependant, une chose est claire : si l’humanité veut avoir un avenir significatif, ce ne peut être en prolongeant le passé ou le présent. Si nous essayons de construire le troisième millénaire sur cette base, nous échouons. Et le prix de l’échec, c’est-à-dire du changement sociétal, est l’obscurité” (p.562). Cet avertissement s’applique à tous ceux qui considèrent la postpandémie comme un retour à l’ancienne normalité perverse.

Le cinquième est le célèbre généticien français Albert Jacquard avec son livre *Le compte à rebours a-t-il déjà commencé ?* (Le compte à rebours a-t-il commencé ? Stock, Paris 2009). Il déclare : “nous avons une limite de temps et en travaillant contre nous-mêmes, nous courons le risque de forger une Terre sur laquelle aucun d’entre nous n’aimerait vivre. Le pire n’est pas certain, mais nous devons nous dépêcher” (quatrième couche).

Enfin, l’un des derniers grands naturalistes, Théodore Monod, dans son livre *Et si l’aventure humaine devait échouer* (Grasset, Paris 2003) déclare : “L’être humain est parfaitement capable de comportements déments et insensés ; désormais, on peut tout craindre, absolument tout, même l’anéantissement de l’espèce humaine” (p. 246).

Le processus de cosmogenèse et d’anthropogenèse a également entraîné l’émergence de la foi et de l’espoir. Ils font partie de la réalité totale. Ils n’invalident pas les avertissements ci-dessus, mais ils ouvrent une autre fenêtre qui nous assure que “le Créateur a tout créé par amour parce qu’il est un amoureux passionné de la vie” (Sagesse 11:26).

Cette foi et cette espérance permettent au Pape François de parler “au-delà du soleil” avec ces mots : “Avançons en chantant, afin que nos luttes et notre préoccupation pour cette planète ne nous privent pas de la joie de l’espérance” (*Laudato Si*, p. 244). Le principe espérance transcende toutes les limites et garde l’avenir toujours ouvert. Si nous ne pouvons

Articles

pas empêcher le changement climatique, nous pouvons prendre des précautions et atténuer ses effets les plus néfastes. C'est ce que nous croyons et espérons.

Leonardo Boff, parmi les fondateurs de la Théologie de la Libération, est philosophe et éco-théologien et a écrit de nombreux livres et essais. Parmi ses derniers ouvrages publiés, citons El doloroso parto de la Madre Tierra: una sociedad de fraternidad sin fronteras y de amistad social (La naissance douloureuse de la Terre Mère : une société de fraternité sans frontières et d'amitié sociale), Vozes 2020 ; Abitare la Terra : quale via per la fraternità universale, Castelvechi, Roma 2021.

COP-26 à Glasgow. Sortir du capitalisme pour sauver le climat

Hervé Bramy

« L'ampleur des changements récents dans l'ensemble du système climatique et l'état actuel de nombreux aspects du système climatique sont sans précédent, sur plusieurs milliers d'années. » (Extrait de 6ème rapport du Giec août 2021) .

Le 9 août dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) lançait un avertissement sans précédent au moment où il rendait public la première partie de son 6ème rapport. Un constat s'impose : depuis l'Accord de Paris rien n'a vraiment changé. Si rien n'est fait, tout de suite, l'humanité court à sa perte. Le Pacte vert européen est-il de nature à modifier la donne ? La première partie du sixième rapport du Giec traite de la compréhension physique du système climatique et du changement climatique. Le second, dont la parution est prévue prochainement, portera sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité des sociétés humaines et des écosystèmes au changement climatique, tandis que le dernier, prévu pour le printemps 2022, abordera les solutions globales à mettre en œuvre pour atténuer le changement climatique et ses effets.

Percevons, à sa juste portée, le travail réalisé par des milliers de scientifiques à l'échelle du monde. Le rapport est le fruit de la synthèse de 14000 articles scientifiques. Les 234 autrices et auteurs principaux ont répondu à 78007 commentaires des gouvernements et d'experts. Le résumé (à l'intention des décideurs) a été validé ligne par ligne par les gouvernements. C'est dire que les constats énoncés dans ce nouveau rapport sont incontestables car reposant sur des données scientifiques à part entière.

Est-il encore besoin de rappeler que le réchauffement de l'atmosphère de la planète est le résultat de l'effet de serre ?

En quelques mots rappelons que le phénomène de l'effet de serre correspond à celui de la serre du jardinier : l'atmosphère terrestre laisse passer la lumière du soleil mais emprisonne la chaleur. Il y a deux phénomènes :

- Les rayons ultraviolets du soleil se jettent sur le sol terrestre et la terre renvoie une partie de cette énergie vers le ciel.
- Or, une couche de vapeur d'eau et de gaz empêche une partie de cette chaleur de repartir dans l'espace, d'où réchauffement de la planète. Parmi les gaz concernés, la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone, le méthane et d'autres gaz à effet de serre (Ges) présents dans l'atmosphère.

Cependant, une grande partie de l'effet de serre est nécessaire pour garder la terre à une température vivable. Si cet effet de serre n'était pas créé, la température moyenne du globe serait de -18 ° C alors qu'elle est aujourd'hui de 15 °.

Examinons les principaux enseignements du dernier rapport du Giec de façon très synthétique

- 100% du réchauffement climatique est dû aux activités humaines. C'est un fait aujourd'hui établi, sans équivoque.

- L'ampleur des changements récents dans l'ensemble du système climatique est sans précédent depuis des siècles. Il est incontestable que l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les terres.
- Pendant les trois derniers millénaires, le niveau des mers n'a jamais augmenté aussi rapidement que depuis 1900.
- Depuis la publication du 1er rapport du Giec en 1990, 1000 milliards de tonnes de CO₂ ont été émises. C'est presque la moitié de nos émissions depuis le début de toute l'ère industrielle.
- L'activité humaine a réchauffé le climat à un rythme sans précédent depuis au moins 2000 ans. Les changements climatiques récents sont généralisés, rapides et s'intensifient. Ces 10 dernières années ont été 1.1°C plus chaudes comparé à la période 1850-1900.
- Dans les scénarios d'augmentation des émissions de CO₂, les puits de carbone océaniques et terrestres seront moins efficaces pour ralentir l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère.

Le Giec décrit l'évolution des températures à venir selon 5 différentes trajectoires socio-économiques. Dans tous les scénarios d'émissions (à l'exception du plus bas, le SSP1-1.9), nous dépasserons le seuil de réchauffement mondial de +1,5°C dans un avenir proche (entre 2021 et 2040) et resterons au-dessus de +1,5°C jusqu'à la fin du siècle.

Avec la poursuite du réchauffement, chaque région pourrait subir de façon différenciée plus d'événements climatiques extrêmes, parfois combinés, et avec des conséquences multiples. Nous avons tous en mémoire les événements climatiques dramatiques de cet été : incendies de forêts (USA, Grèce...), inondations meurtrières (Belgique, Allemagne...), dômes de chaleur au Canada...

Par ailleurs, les glaciers des montagnes et des pôles sont condamnés à fondre pour encore des décennies voire des siècles alors que la libération par dégel du carbone contenu dans le pergélisol, considérée sur une période de plus de 1000 ans, est irréversible.

Pour limiter le réchauffement, il faudra des actions fortes, rapides et durables de réduction des émissions de CO₂, de méthane mais aussi des autres gaz à effet de serre. Cela réduirait non seulement les conséquences du changement climatique mais améliorerait aussi la qualité de l'air.

- Limiter le réchauffement mondial à +1.5°C ne sera plus possible sans une baisse immédiate et à large échelle des émissions de Ges.

Toutefois il est encore possible d'agir pour limiter la casse!

- Si nous atteignons la neutralité carbone (c'est à dire : ne pas émettre plus de CO₂ que ce qui peut être absorbé ; par les terres, les forêts, les océans...), le réchauffement climatique devrait s'arrêter. C'est une donnée du rapport exprimée avec plus de certitude que dans le précédent rapport.

- De nombreux changements dus aux émissions passées et futures de gaz à effet de serre sont irréversibles pendant des siècles, voire des millénaires, notamment les changements dans les océans, les calottes glaciaires et le niveau global des mers. Cependant, certains changements pourront être ralentis et certains arrêtés en limitant le réchauffement climatique.

Sachant que l'humanité émet de l'ordre de 40 milliards de tonnes de CO₂ par an, il reste 22 ans d'émissions à ce niveau pour rester en dessous de 2°C, ou 7ans et demis pour rester en-dessous de 1,5°C. Les experts notent que la réduction des émissions en 2020 dues à la pandémie de la Covid n'a pas eu d'effet notable sur la concentration atmosphérique en CO₂.

Tout reste possible pour le Giec à condition d'agir dans les plus brefs délais et de façon déterminée

Nombre d'acteurs progressistes conviennent qu'il est urgent de prendre le taureau par les cornes pour décarboner nos sociétés et nos économies. Mais il s'agit de le faire de façon radicale, de passer du système capitaliste, d'une gestion ultralibérale de l'Europe à des sociétés avec un nouveau mode développement

humain durable qui allie le respect des êtres humains et de la nature (aucun écosystème n'est capable de s'adapter à une telle évolution et les conséquences irréversibles vont se sentir encore durant des milliers d'années. La sécurité alimentaire mondiale est en jeu...) un nouveau mode de production et de consommation, de déplacement, sur la base d'une croissance qui sortent des griffes des critères du Pib pour privilégier de nouveaux Indices de Développement Humain... Il faut dès maintenant revoir les critères de financement et le rôle des banques pour réorienter l'argent vers tous les investissements bas carbone : transports, énergie, logement, agriculture, procédés industriels. Cela heurte le cœur même du fonctionnement du capitalisme qui doit être dépassé.

Alors comment agir ? La COP 26 à Glasgow 5 ans après l'accord de Paris

Lors de l'accord de Paris en 2016 (COP 21) une clause de revoyure tous les cinq ans, a été inscrite, à partir de 2025. C'est donc sans attendre cette date que les pays sont invités à revisiter leurs engagements compte tenu de l'urgence réaffirmée par le Giec. Le caractère non contraignant de l'Accord de Paris, malgré quelques améliorations n'a ni empêché l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ni donc le réchauffement de la planète. Nous affirmions à l'époque que ces non-engagements nous conduiraient vers le mur car la période 2015-2025 était déterminante pour recalibrer les actuelles trajectoires d'émissions de gaz à effets de serre.

Ainsi, les quatre dernières décennies ont été les plus chaudes depuis 1850. Chacune battant le record de températures de la précédente.

Au moins cinq thèmes devraient nous préoccuper lors de la COP 26 à Glasgow du point de vue du bilan :

- L'évaluation des émissions de gaz effets de serre dues aux énergies carbonées (pétrole, gaz, charbon...) depuis la COP 21, d'un point de vue mondial et en particulier pour l'Europe. Le concours de scientifiques du Giec serait bienvenu. Plusieurs bilans pointent l'insuffisance des engagements pris par les États en 2015, qui nous amènent sur une trajectoire de plus de 3°C de réchauffement planétaire d'ici 2100 contre 2°C voire même 1,5°C dans le meilleur des cas. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (Pnue), en 2019, « les émissions ont atteint un nouveau record de plus de 59 gigatonnes d'équivalent CO₂. Ces émissions devraient diminuer d'environ 7 % en 2020 (Covid 19) . Cependant cette baisse ne se traduit que par une réduction de 0,01 % du réchauffement climatique d'ici 2050 ». En 5 ans, l'Accord de Paris n'a pas eu d'effet visible sur les émissions. Le niveau d'ambition des États « doivent être à peu près triplés pour revenir sur la trajectoire des 2°C et être multipliés par 5, au moins, pour limiter la hausse à 1,5°C » toujours selon le Pnue.

- Où en sommes-nous réellement de la mobilisation par les pays riches des 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 (décidée à Copenhague confirmée à Paris) en solidarité avec les pays en développement afin de les accompagner dans la prise de mesures d'atténuation et d'adaptation au réchauffement climatique. L'Ocde en charge de ce dossier a évalué pour 2018 son montant à 79 milliards de dollars. Lors de la COP 26, les pays développés doivent s'entendre sur la définition d'une nouvelle voie pour les financements publics et privés après 2020.

- Le marché carbone européen (système communautaire d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre EU- Ets, selon son acronyme anglais). La réforme engagée en 2019 est-elle de nature à rendre enfin le système efficace ? Sur l'European Energy Exchange (Eex), la bourse européenne du carbone, la tonne de CO₂ se négocie actuellement aux alentours de 40 € contre 17 € il y a un peu plus d'un an. Par ailleurs, le mécanisme d'ajustement aux

frontières (Macf) prévu pour 2023 vise à faire payer aux importateurs (d'acier et de ciment dans un premier temps) un prix comparable à celui réglé par les acteurs de l'Éts.

- L'enjeu des effets du réchauffement climatique sur la biodiversité déjà bien mal en point au plan mondial comme en Europe.

- L'enjeu des réfugiés climatiques. Une récente note publiée par la Banque mondiale estime à 256 millions le nombre de personnes au plan mondial qui pourraient être contraintes de migrer à l'intérieur de leur pays... (rapport Groundswell partie 2) mais combien chercherons, à juste raison, à migrer vers les pays riches et industrialisés.

Du Pacte Vert au paquet de lois « FIT-for-55 »

Est-ce le chemin engagé par la Commission européenne avec son Pacte Vert ? Pour rappel, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a déclaré lors de la présentation de son pacte vert européen devant le parlement européen : « ce plan fera de l'Europe le premier continent climatiquement neutre... Ce qui est bon pour le climat est bon pour le business ». Elle a rappelé l'importance du « Green Deal européen », afin de rehausser l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE pour 2030 à - 55 % et de tendre vers les -55 à horizon de 2030 par rapport à 1990 et de faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone en 2050.

Étudier les véritables intentions du Pacte Vert est utile pour tous les progressistes car il constitue la ligne stratégique libérale de l'UE pour les 30 années à venir.

Dans un document à paraître pour la COP-26 le groupe de travail Environnement du Pge a produit une importante contribution pour le débat public qui décrypte le contenu de cet important document d'orientation stratégique qui cherche à placer l'Europe sur la trajectoire de la neutralité carbone en 2050.

Le 14 juillet de cette même année, la

Commission européenne a rendu public un paquet de 12 mesures regroupées sous l'intitulé « Fit-for-55 » « Paré pour 55 % » qui vont de la révision de certaines directives à la mise en place de nouveaux outils. Le règlement sur la répartition de l'effort assigne à chaque État membre des objectifs renforcés de réduction des émissions pour les bâtiments, le transport routier et maritime intérieur, l'agriculture, les déchets et les petites industries. Le règlement sur l'utilisation des terres, les forêts et l'agriculture imposeront aux États de préserver et développer leurs puits carbone pour atteindre un objectif d'absorption de carbone à hauteur de 310 millions de tonnes d'émissions de CO₂ d'ici 2030.

Par ailleurs les autres mesures concernent :

- La Directive sur les énergies renouvelables : relèvement de 32 à 40 d'ici 2030 de l'énergie produite par les Enr

- La Directive sur l'efficacité énergétique : doublement de l'obligation annuelle en matières d'économies d'énergies

- La Directive sur la taxation de l'énergie : suppression des exonérations et des taux réduits qui favorisent les combustibles fossiles

- Au delà des systèmes d'échange de quotas carbone (Seque ou ETS et Macf - voir plus haut) la Commission envisage un nouveau système d'échange de quotas d'émissions distinct pour la distribution du carburant pour le transport routier et les bâtiments

- La fin des voitures à moteur thermique en 2035, accroître la part des carburants d'aviation durables...

On peut donc sérieusement craindre les conséquences de ces mesures sur le pouvoir d'achat des européens déjà lourdement pénalisés par les hausses des coûts de l'énergie. Celles-ci malgré les bonnes intentions de la Commission ne cherchent, en aucun cas, à mettre en cause les principes du marché capitaliste essentiellement tournés vers la satisfaction des profits des actionnaires.

Comme le souligne Bruno Le Maire, ministre

français de l'économie, : « La croissance européenne sera verte ou ne sera pas. La course à la croissance pour la croissance est finie. Le temps de la croissance durable commence, celle qui doit conjuguer prospérité économique et respect de notre environnement ». Belles paroles, car les grandes entreprises du CAC 40 ont affiché des résultats flamboyants à hauteur de 57 milliards d'euros de bénéfices pendant les six premiers mois de l'année.

Dans le même temps, 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté... dont une partie bénéficiera d'un prime de 100 € pour faire face à l'augmentation des tarifs de l'énergie.

Il n'y a aucun espoir, pour les peuples, avec le capitalisme vert !

Les luttes doivent donc se poursuivre avec vigueur afin de bâtir un monde de développement humain durable hors du marché et du mode de

production capitaliste. Nos propositions sont utiles pour combattre les inégalités sociales et environnementales. Elles commandent d'abord un autre partage des richesses, en Europe et dans le monde, la fin des privilèges des 1% de la population mondiale qui détiennent 50% des richesses ainsi que la fin des paradis fiscaux. Ce n'est pas aux peuples de payer ! Par contre rien n'avancera à la hauteur des défis en laissant les États décider seuls. L'intervention des peuples sera déterminante, l'apport du Pge essentiel.

Hervé Bramy, membre du Parti Communiste Français, est le coordinateur du Groupe de travail Environnement du Parti de la Gauche Européenne.

Notre combat du siècle

Rena Dourou

Nous vivons dans une ère sans précédent. L'ère de l'urgence de la crise climatique. Partout dans le monde, les gens sont confrontés aux conséquences de la crise climatique provoquée par une façon de vivre, de produire et de consommer, sans tenir compte du fait que nous sommes une partie et non le seul dominant d'un écosystème très délicat.

En septembre, des conditions météorologiques extrêmes ont déclenché la toute première alerte d'urgence à la crue éclair pour la ville de New York, émise par le service national de météorologie. La crue soudaine provoquée par les restes de l'ouragan Ida a tué au moins 47 personnes à New York et dans le New Jersey et a inondé des lignes de métro et des rues à Manhattan, Brooklyn et dans le New Jersey. Cela a montré que les infrastructures de villes comme New York ne sont pas prêtes à faire face à la crise climatique. C'est aussi le signe que la "crise climatique est une crise des inégalités", comme l'explique la représentante démocrate américaine Alexandria Ocasio-Cortez.

Début août, le gouvernement chinois a déclaré que 302 personnes étaient mortes dans la province du Henan à cause des inondations depuis la mi-juillet, dont 14 dans un tunnel de métro rapidement inondé à Zhengzhou. La Chine souffre régulièrement des conséquences du changement climatique.

En Europe, l'Allemagne a été frappée par "l'inondation du siècle", par des pluies diluviennes et meurtrières, tout comme les pays voisins, les Pays-Bas et la Belgique. Les petites rivières se sont transformées en courants torrentiels détruisant des villages entiers, causant

la mort de nombreuses personnes, mettant hors service les réseaux électriques et endommageant d'importantes infrastructures. Dans le même temps, cet été, le bassin méditerranéen, région où le changement climatique se produit 20 % plus vite que dans le reste du monde, a été frappé par une série de phénomènes météorologiques extrêmes, de vagues de chaleur et d'incendies de forêt dévastateurs.

Cet été, la Russie a connu sa pire année en matière d'incendies, avec un nombre croissant de feux de forêt dus à des températures estivales extrêmes et à une sécheresse historique. La région de Yakoutie, en Sibérie, a été la plus touchée. Selon le directeur de l'Institut d'urgence climatique, Peter Carter, expert du Giec, "les feux de forêt en Sibérie sont plus importants que tous les autres feux de forêt du monde réunis" (11 août 2021).

Toutes ces informations disparates, à quelques mois de la Conférence sur le changement climatique de Glasgow (COP 26), qui se tiendra du 31 octobre au 12 novembre 2021, montrent les défis considérables de la crise climatique auxquels les personnes et les sociétés sont confrontées dans le monde entier.

Nous sommes à court de temps alors que le "capitalisme vert" tente déjà de façonner notre avenir en créant des solutions pour les 1% des puissants heureux, promouvant leurs profits contre notre planète et nos vies. En fait, le Parlement européen a voté une loi sur le climat (un accord conclu entre les trois principales institutions de l'UE), établissant les objectifs directeurs de la mise en œuvre du Green Deal, qui n'est pas conforme à l'Accord de Paris. C'est

pourquoi la Gauche Européenne et les Verts s’y opposent fermement. “Une loi ambitieuse sur le climat aurait pu être au cœur d’un véritable Green New Deal. Mais l’accord final sur un objectif de réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d’ici 2030 est inacceptable”, a souligné la coprésidente de la Gauche, Manon Aubry. La Gauche a appelé à une réduction de 70% des émissions d’ici 2030 en suivant la science pour un réchauffement maximum de 1,5 °C, mais elle était prête à discuter d’une réduction de 60%, ce qui était la proposition du Parlement européen.

Aujourd’hui, nous sommes à la croisée des chemins : puisque la crise climatique frappe les pays et les sociétés du monde entier, il n’y a pas de place pour la perte de temps, afin de tout changer. Mais avant tout, nous devons nous changer nous-mêmes. Nous devons devenir la Gauche dont nos sociétés et notre planète ont besoin. Pour ce faire, nous devons nous réinventer en changeant notre façon de penser. Nous devons réaliser qu’une transformation sociale et économique holistique va de pair avec un projet vert. Cela implique de nouvelles façons de faire de la politique. Cela signifie un renouvellement du mode de fonctionnement de nos partis et un agenda politique sur la croissance durable, la justice sociale et climatique.

Nous devons garder à l’esprit que le changement environnemental radical va de pair avec la lutte pour la justice sociale et la lutte contre la domination du marché pour une transition juste vers des économies plus vertes.

Pour ce faire, nous devons atteindre les jeunes, suivre leur manière d’organiser la lutte, comme les “grèves du vendredi”, nous inspirer des mouvements et des luttes des peuples indigènes. Nous devons construire des ponts, former des alliances, prendre des initiatives audacieuses et les transformer en actions. Nous devons nous mobiliser, informer, sensibiliser et agir afin de combler les inégalités, changer le système et non le climat afin de protéger nos vies, notre planète.

Il est temps de façonner le changement post-

Covid pour le plus grand bénéfice de tous. Ce n’est pas une tâche facile, mais c’est une direction à sens unique. La pandémie a montré que le changement climatique et notre santé sont étroitement liés, soulignant la nécessité de politiques publiques et d’un secteur de la santé publique forts. Nous devons procéder à d’importantes transformations sociales et économiques pour atteindre les objectifs de l’accord de Paris, afin de garantir que la prochaine génération aura toujours le droit à un avenir durable sur une planète saine. Nous avons déjà pris un bon départ, et le présent numéro de *Quistioni* y contribue. Mais il reste encore beaucoup à faire, au niveau européen, national et local.

En fait, la démocratie participative et les droits de l’homme sont des questions essentielles. C’est ce qui fait la différence entre la Gauche et la Droite aujourd’hui. La Droite valorise le rôle du marché et les profits de quelques grandes entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Au contraire, nous, la Gauche, pensons que plus de démocratie et une meilleure démocratie sont les *conditions sine qua non* d’une action urgente et de solutions durables pour un new deal vert et social, pour travailler à l’élimination de la pauvreté, pour s’attaquer aux grandes inégalités de richesse, de race, de genre et de société.

Dans cette nouvelle ère d’urgence climatique post-pandémique dans laquelle nous vivons, beaucoup de gens apprécient le rôle irremplaçable du secteur public. C’est à nous, la Gauche Européenne, de sauver notre planète en réparant les dommages importants causés aux infrastructures publiques vitales par les politiques néolibérales. Nous devons mettre en œuvre des politiques publiques plus fortes afin d’investir dans des infrastructures vertes, permettant l’accès aux droits humains fondamentaux et la protection des plus vulnérables, ceux qui souffrent le plus des conséquences de la crise climatique, comme l’a montré l’inondation de septembre à New York. Syriza, le plus important parti de gauche

européen, travaille dur afin de promouvoir un nouveau contrat social vert. Récemment, nous avons présenté un projet global pour une “Révolution verte” basée “sur la justice et le respect”. “La justice concerne le droit inaliénable de chaque citoyen à vivre dans un environnement propre et sain. Le respect est notre devoir minimum envers la nature et les générations à venir”, a déclaré le président de Syriza, Alexis Tsipras, en présentant un programme en 7 points, basé sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, les données scientifiques et les meilleures pratiques internationales, pour un nouveau modèle productif durable à long terme.

Un programme axé sur une Grèce climatiquement neutre d’ici 2045, une transition juste qui se fera par le biais de puissantes politiques publiques transformationnelles, la création d’emplois

bien rémunérés, la protection de la biodiversité, la promotion du recyclage et de l’économie circulaire. Un programme en accord avec la compréhension que la question de la crise climatique “est plus qu’une discussion sur 1,5 degrés Celsius”, mais, comme l’a dit Rose Whipple, militante des droits des indigènes de Santee Dakota : “c’est une crise spirituelle pour notre monde entier”. C’est le combat que nous devons gagner pour nos enfants. Le combat de notre siècle. Notre combat.

Rena Dourou est membre du comité politique de Syriza, responsable de la crise climatique, de l’environnement et de l’énergie.

La mobilisation pour l'écocosocialisme

Felicity Dowling

Mensonges

Raconter des mensonges aux jeunes, c'est mauvais.

Leur prouver que les mensonges sont vrais, c'est mauvais.

Leur dire que Dieu est dans son paradis et que tout va bien dans le monde, c'est mauvais. Les jeunes savent ce que vous voulez dire. Les jeunes sont des personnes.

Dites-leur que les difficultés ne se comptent pas, et laissez-les voir non seulement ce qui sera mais qu'ils voient avec clarté les temps présents. Dites que des obstacles existent, qu'ils rencontreront

le chagrin, que les difficultés arrivent.

Qu'ils aillent au diable. On ne sait jamais ?

le prix du bonheur ne sera pas le bonheur.

Ne pardonnez aucune erreur que vous reconnaissez,

elle se répétera, s'amplifiera,

et par la suite nos élèves

ne pardonneront pas en nous ce

que nous avons pardonné.

(Copyright © 2008 by Yevgeny Yevtushenko)

Ecosocialisme

Pour être écocosocialistes et internationalistes en 2021 et au-delà, dans les partis de la Gauche Européenne, nous devons comprendre le monde, nous organiser pour protéger et préserver à la fois le monde physique et la part de richesse qui revient aux travailleurs (et aux communautés de

la classe ouvrière), et protéger nos libertés.

Au sein de Left Unity UK, nous utilisons le titre d'écocosocialiste pour reconnaître l'importance cruciale du défi que représentent les crises climatique et écologique auxquelles la planète est confrontée, et pour réaffirmer le rôle que notre classe, la classe ouvrière, et de manière cruciale, la classe ouvrière organisée, a à jouer dans ce défi monumental. Seule la classe ouvrière a le pouvoir de changer fondamentalement la société. La lutte pour le climat et notre système écologique doit faire partie intégrante de nos défis contre la pauvreté, contre l'incapacité à fournir une alimentation adéquate, une éducation, un logement, un emploi valorisant, du temps pour la famille, des conditions décentes pour nos retraités. Nous n'accepterons pas que l'augmentation de la pauvreté soit le prix à payer pour sauver le climat. Nous reconnaissons que le changement est nécessaire, mais pas l'augmentation de la pauvreté. Notre réponse à la catastrophe climatique fait partie de notre défi à l'autoritarisme.

Les méfaits du capitalisme sur l'environnement ne résultent pas simplement de la cupidité, de l'absence de réglementation environnementale efficace ou de l'indifférence du capital, même si ces facteurs les exacerbent sans aucun doute. La dégradation et la destruction de l'environnement par les émissions de carbone, la pollution, la perturbation et la destruction des écosystèmes, et la perte de biodiversité ne sont pas accessoires au fonctionnement d'une économie capitaliste mondialisée, mais relèvent de la nature et du fonctionnement du système capitaliste lui-même. Demander au capitalisme de se réinventer en un système plus respectueux

de l'environnement, moins polluant, plus économe en ressources, c'est demander aux capitalistes/entreprises individuels de se rendre moins rentables, moins "efficaces", c'est mettre un pistolet sur la tête de leur entreprise collective et du système tout entier.

Le keynésianisme de la seconde moitié du 20ème siècle a échoué et a été inversé. Le keynésianisme n'avait aucune réponse aux défauts structurels intrinsèques du capitalisme, à ses tendances autodestructrices et destructrices de la nature, et n'a jamais été conçu pour le faire. Les formes de keynésianisme "green washed" proposées par l'aile la plus libérale du capital, les verts libéraux, les tendances réformistes de gauche de l'environnementalisme et les sections du mouvement ouvrier influencées par eux recréeraient cette situation, en échouant presque complètement à identifier les problèmes sous-jacents, même face à une évidence aveuglante.

Il n'est plus question que la bourgeoisie, ses politiciens et ses entreprises nient que le monde se réchauffe, c'est maintenant en grande partie la chasse gardée du lobby des combustibles fossiles. Des pans entiers de la bourgeoisie, de la finance à la fabrication, en passant par la construction, ont reconnu que

1. le changement climatique aura un impact économique considérable si des mesures ne sont pas prises pour y remédier,
2. il y a beaucoup d'argent à gagner grâce aux technologies des énergies renouvelables, aux infrastructures "vertes", à la transition du pétrole vers diverses formes de transport électrique, à la construction à faible émission de carbone et à la modernisation des bâtiments existants pour une meilleure efficacité énergétique, etc.

Le capital adopte l'idée d'un Green New Deal comme une paille potentielle à laquelle s'accrocher pour éviter la crise qui se profile. Cependant, tant qu'il y a du profit à faire avec les combustibles fossiles, etc., alors le marché oblige les capitalistes à faire ce profit, lorsqu'il percevra qu'il y a du profit à faire avec un Green New Deal, ils le prendront aussi.

Selon le *The Guardian* au Royaume-Uni, un rapport non publié de l'Onu en 2010 estime

à 2 200 milliards de dollars les dommages environnementaux causés chaque année par les quelque 3 000 plus grandes entreprises. C'est plus que l'économie nationale de tous les pays, à l'exception des sept nations les plus riches de la planète, soit 6 à 7 % de leur chiffre d'affaires combiné et l'équivalent de 33 % de leurs bénéfices annuels combinés.

Le marché mondial des déchets représente une valeur stupéfiante de 410 milliards de dollars, dont une grande partie est illégale - jusqu'à 90 % des déchets électroniques sont commercialisés ou mis en décharge illégalement chaque année. Les 10 premiers pays émetteurs produisent 45 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre ; les 50 % inférieurs n'en produisent que 13 %. Cette situation ne peut être changée subrepticement mais par des campagnes audacieuses qui remettent en cause les droits du capital.

La guerre et la production d'armes causent des dommages importants au climat et à l'environnement. Se débarrasser des armes nucléaires et de l'énorme industrie de l'armement améliorerait considérablement notre climat et notre environnement.

<https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/social/environment> a écrit

« Le ministère américain de la défense est le plus grand consommateur de pétrole au monde et, par conséquent, l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre.

La destruction des déchets des bases militaires dans des fosses de brûlage et d'autres opérations militaires ont exposé les soldats et les civils à des niveaux dangereux de polluants.

En Afghanistan, la déforestation due à l'exploitation illégale des forêts, notamment par les seigneurs de la guerre, a détruit l'habitat des animaux sauvages.

En Irak, l'augmentation du nombre de cancers, de malformations congénitales et d'autres pathologies a été associée aux dommages environnementaux et aux toxines liés à la guerre».

Nos luttes pour la paix, contre les armes de destruction massive et pour la protection du

climat sont liées de multiples façons. Un échec dans l'un ou l'autre de ces domaines serait vraiment sinistre.

Au XXI^e siècle, la lutte des classes et la lutte pour l'environnement sont devenues inséparables, et nous le perdons de vue à nos risques et périls. Un monde meilleur est possible. Il y a de l'argent et des ressources en abondance pour fournir tous les éléments essentiels à la vie de tous les peuples du monde. En tant que socialistes, nous reprenons le slogan développé dans la lutte en Amérique latine : "Nous exigeons un monde meilleur et proclamons qu'un monde meilleur est possible". Ces nécessités nous sont refusées, l'accès à ces ressources nous est refusé par la propriété privée, et maintenant oligarchique, des moyens de production. Le rapport d'Oxfam indique que les 22 hommes les plus riches du monde possèdent plus de richesses que toutes les femmes d'Afrique. La part salariale de la production a chuté, surtout dans les économies moins dominantes et plus exploitées.

"L'impérialisme se porte bien et les inégalités entre les économies impérialistes et les autres sont aussi importantes qu'il y a 100 ans. La valeur produite dans les pays dominés est appropriée et transférée aux économies impérialistes dans des proportions toujours plus grandes".

Bien que la majeure partie de cet article concerne le Royaume-Uni et l'Europe, nous sommes constamment conscients des luttes menées sur d'autres continents, qui s'interconnectent au quotidien. Nous nous inspirons et nous mettons en garde contre les luttes et les tâches auxquelles sont confrontés les socialistes et les personnes en lutte dans le monde.

Les oligarques pensent qu'ils peuvent échapper à la crise de la Terre en se réfugiant en Nouvelle-Zélande ou en allant dans l'espace. Mais notre classe doit résoudre le problème pour tout le monde, pour nous il n'y a aucun avantage à secourir seulement quelques riches individus.

Cop 26

Le Royaume-Uni accueillera la conférence COP26 à Glasgow en novembre 2021, sous la présidence du mendiant Boris Johnson. Il est clair que cela ne résoudra pas la catastrophe climatique, ni les défis environnementaux auxquels sont confrontés les humains et les autres espèces. Mais cela permettra d'attirer à nouveau l'attention sur l'ampleur de la tâche à accomplir pour défendre notre climat.

Les syndicalistes, les socialistes, les militants pour le climat et l'environnement, les défenseurs des droits des femmes, les antiracistes, les antifascistes, les défenseurs des droits des Lgbt et les nouveaux venus dans la lutte, trouvent tous que les temps sont durs.

D'énormes opportunités

Mais les défaites et les reculs ne peuvent masquer les énormes mouvements sociaux qui se développent. Ces changements sociaux ne seront pas tous positifs, mais une chose est sûre, nous vivons une époque de changements, de bouleversements et d'opportunités, mais aussi de grands dangers.

Nous vivons une époque de grandes protestations. Il y aura un public pour nos idées. Nous vivons une époque de résistance, probablement en plus grand nombre que 1848, ou 1917-18, plus que 1968. Les manifestations comme celles que nous avons vues en Biélorussie n'étaient pas seulement importantes mais persistantes, répétées encore et encore. Les énormes grèves en Inde ont probablement été les plus importantes de l'histoire mondiale. Les jeunes se sont mobilisés en grand nombre pour la campagne sur le climat.

S'organiser pour notre planète, pour le climat, pour l'environnement

Nous devons développer nos luttes quotidiennes contre la pauvreté, les mauvaises conditions de travail, l'oppression et la guerre, et les associer aux revendications visant à éviter la catastrophe climatique. Toutes ces luttes font partie intégrante de notre travail. Alors que nous chercherons des alliés avec tous ceux qui font campagne pour la justice climatique, nous ne pouvons pas éviter la responsabilité de nos organisations et de nos politiques. Le capitalisme peut modifier certaines choses ici ou là et nous saluerons chaque mini-victoire comme une étape sur le chemin, mais seule la puissance organisée du mouvement ouvrier peut défier le système bourgeois et changer le monde. C'est un retour à Marx, à Engels, un retour à la classe, si nous sommes sérieux au sujet du changement climatique.

Problèmes d'aujourd'hui et de demain

La nécessité de s'attaquer aux problèmes du changement climatique n'est pas un problème de demain mais d'aujourd'hui. Les incendies et les inondations, les incidents climatiques extrêmes sont une réalité d'aujourd'hui. Nous devons préparer nos communautés à répondre à de telles crises. Nous avons besoin de réponses telles que celles mises en place par Cuba, où chaque zone dispose d'un comité d'organisation d'urgence qui a les coordonnées de tout le monde et de tout ce qui se trouve dans sa zone pour organiser le soutien mutuel. Des dispositions sont prises pour protéger les produits blancs de chaque foyer contre les ouragans et les inondations. Les médecins locaux connaissent également leur région. Les gens sont préparés et organisés pour répondre à la crise. Selon Oxfam, « les réalisations de Cuba en

matière de réduction des risques sont le fruit d'un impressionnant processus multidimensionnel ». Il repose sur un modèle socio-économique qui réduit la vulnérabilité et investit dans le capital social par l'accès universel aux services publics et la promotion de l'équité sociale. Les niveaux élevés d'alphabétisation qui en résultent, les infrastructures développées dans les zones rurales et l'accès à des soins de santé fiables et à d'autres capitaux créés fonctionnent comme des "effets multiplicateurs" pour les efforts nationaux d'atténuation, de préparation et de réponse aux catastrophes.

Au niveau national, la législation cubaine sur les catastrophes, l'éducation du public sur les catastrophes, la recherche météorologique, le système d'alerte précoce, le système de communication efficace pour les urgences, le plan d'urgence global et la structure de la défense civile sont des ressources importantes pour éviter les catastrophes. La structure de la défense civile dépend de la mobilisation de la communauté au niveau de la base sous la direction des autorités locales, de la participation généralisée de la population aux mécanismes de préparation et de réponse aux catastrophes, et du capital social accumulé.

Préparation aux crises futures

La crise de Covid ne sera probablement pas la seule pandémie de ce siècle et nous devons nous y préparer. La corruption totale du gouvernement britannique a fait que des personnes sont mortes, que la majorité a subi des pertes financières et que les plus riches sont devenus encore plus riches, tandis que le service de santé a souffert de réelles difficultés dues à des contraintes financières et bureaucratiques stupides, conçues dans le plus pur style du capitalisme du désastre pour ne perdre aucune opportunité de profit. En revanche, le travail des scientifiques pour développer le vaccin montre que la science, sans être entravée par le profit, peut produire des solutions.

Le monde est en constante évolution et constitue un défi pour le capitalisme. Il existe des défis endémiques à l'ordre existant, et bien que peu aient encore gagné, les idées se renforcent, alimentées en partie par la communication instantanée à travers la planète.

Nous avons travaillé avec d'autres écosocialistes pour produire la déclaration ci-dessous. Cette déclaration a été approuvée par un certain nombre d'organisations de gauche et d'individus comme base de notre travail autour de la COP26 et au-delà. Nous la publions ici.

L'écosocialisme, pas l'extinction !

La COP26 se déroule dans un contexte de chaos climatique et de dégradation écologique croissants, après un été sans précédent de canicules, d'incendies et d'inondations. Le changement climatique est à nos portes et nous sommes confrontés à de multiples crises interconnectées et inséparables - du climat, de l'environnement, de l'extinction, de l'économie et des maladies zoonotiques.

En tant qu'écosocialistes, nous affirmons qu'un autre monde est possible, mais qu'une transformation sociale et politique massive est nécessaire, exigeant la mobilisation de la masse des travailleurs du monde entier. Seule la fin de l'implacable poursuite du profit privé par le capitalisme, du gaspillage sans fin et de la course effrénée à la croissance, peut apporter la solution non seulement au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à l'extinction massive, mais aussi à la pauvreté, à la faim et à l'hyper exploitation dans le monde.

Les grandes questions relatives au changement climatique seront débattues à Glasgow, mais quel que soit le consensus, le capitalisme peut au mieux atténuer le changement climatique, pas l'arrêter. Les véritables solutions climatiques ne peuvent pas être basées sur le système de marché qui a créé le problème. Seule la classe ouvrière organisée, les opprimés ruraux et les Premières Nations du Sud - femmes et hommes

- ont le pouvoir de mettre fin au capitalisme, car leur travail produit toutes les richesses et ils n'ont pas de grande fortune à perdre si le système change, ni d'intérêts particuliers dans l'inégalité, l'exploitation et le profit privé.

Agissez maintenant pour stopper le changement climatique ! Nous exigeons :

- Tous les combustibles fossiles doivent rester dans le sol - pas de nouveau gaz, charbon ou pétrole !
- Un passage rapide aux énergies renouvelables pour les transports, les infrastructures, l'industrie, l'agriculture et les foyers.
- Un programme mondial massif de travaux publics investissant dans les emplois verts, et remplaçant les emplois dans les industries non durables.
- Une transition juste financée au niveau mondial pour que les pays du Sud développent les technologies et les infrastructures durables nécessaires.
- Une réduction majeure des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 70 % d'ici 2030, par rapport à 1990. Cette réduction doit être globale - incluant toutes les émissions militaires, aériennes et maritimes - et inclure des mécanismes de comptabilité transparente, de mesure et de contrôle populaire.
- La fin des systèmes d'échange de droits d'émission.
- La fin immédiate de l'empiètement et de la destruction des territoires des peuples autochtones par l'extractivisme, la déforestation et l'appropriation des terres.

Durabilité et justice mondiale

La crise mondiale à long terme et les effets immédiats des événements catastrophiques ont un impact plus sévère sur les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes Lgbtq+ et handicapées et les peuples des Premières Nations. Une stratégie écosocialiste

Articles

place la justice sociale et les luttes de libération des opprimés au cœur de son action.

La migration est, et sera de plus en plus, motivée par le changement climatique et les conflits et guerres de ressources qui en découlent. L'adaptation et le soutien à la libre circulation des personnes doivent être une politique fondamentale et une partie nécessaire de la planification de l'avenir.

Nous demandons :

- L'annulation immédiate de la dette internationale des pays du Sud Global.
- Une transition rapide des fermes "industrielles" massives et de l'agrobusiness de monoculture à grande échelle vers des méthodes agricoles respectueuses de l'environnement et des investissements dans les technologies agricoles vertes afin de réduire l'utilisation d'engrais et de pesticides synthétiques dans l'agriculture et de les remplacer par des méthodes biologiques et un soutien aux petits agriculteurs.
- Une réduction importante de la production et de la consommation de viande et de produits laitiers par l'éducation et la fourniture et la promotion d'alternatives végétales de haute qualité et abordables.
- La promotion de systèmes agricoles fondés sur le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire, les droits de l'homme et le contrôle local des ressources naturelles, des semences, des terres, de l'eau, des forêts, des connaissances et des technologies, afin de mettre fin à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sud Global.
- La fin de la déforestation dans les forêts tropicales et boréales par la réduction de la demande de nourriture, de bois et de biocarburants importés.
- La fin de l'extractivisme destructeur sur le plan écologique et social, en particulier dans les territoires des peuples autochtones et des Premières Nations.
- Le respect des droits économiques, culturels, politiques et fonciers des peuples autochtones et des Premières Nations.
- Une augmentation massive des zones protégées

pour la conservation de la biodiversité.

- La fin de la pauvreté énergétique par la modernisation des maisons et des bâtiments existants avec des technologies durables et efficaces sur le plan énergétique.

Nous exigeons une transition juste :

- La requalification des travailleurs des industries nuisibles à l'environnement en emplois alternatifs bien rémunérés dans la nouvelle économie.
 - L'implication totale et démocratique des travailleurs afin d'exploiter l'énergie et la créativité des travailleurs pour concevoir et mettre en œuvre de nouvelles technologies durables et mettre hors service les anciennes technologies non durables.
 - Des ressources pour l'éducation populaire et la participation à la mise en œuvre et au renforcement d'une transition juste, avec une éducation à l'environnement intégrée à tous les niveaux dans les programmes scolaires.
 - Le développement urgent de transports publics durables, abordables et de qualité, avec un plan intégré complet qui répond aux besoins des gens et réduit l'utilisation de la voiture privée.
 - Une économie écosocialiste planifiée qui élimine les déchets, les doublons et les pratiques nuisibles à l'environnement, une réduction de la semaine de travail et une augmentation correspondante du temps de loisirs.
 - Des pratiques de travail réorganisées en mettant l'accent sur une flexibilité équitable et un travail plus proche du domicile, en utilisant une infrastructure à large bande gratuite et rapide.
- En tant qu'écosocialistes, nous proposons une vision d'un monde juste et durable et nous luttons avec chaque once de notre énergie pour le changement, aussi petit soit-il, qui rend un tel monde possible. Nous organiserons et aiderons les organisations de travailleurs et les organisations communautaires partout dans le monde, en faisant pression sur les gouvernements et en défiant les entreprises.

Nous invitons les partis et les individus qui soutiennent ces idées à nous contacter et à signer la déclaration. Nous invitons ceux qui ont des avis différents à discuter avec nous. Ainsi, de part et d'autre, nous apprendrons davantage et partagerons nos expériences.

“Le vieux monde se meurt et le nouveau monde lutte pour naître. C’est le temps des monstres” et cette fois-ci, nos monstres ne sont pas seulement des dirigeants oppressifs mais le feu, l’eau, la spoliation et les pénuries.

Les socialistes du monde entier sont confrontés aux vieux devoirs d’agitation, d’éducation et d’organisation. Notre histoire est immense, mais nombre des organisations construites par les luttes passées ont été brisées, paralysées ou corrompues. Elles doivent être reconstruites à nouveau.

“Tout ce qui est solide se fond dans l’air, tout ce qui est saint est profané, et l’homme est enfin contraint de faire face avec des sens sobres à ses conditions réelles de vie, et à ses relations avec

ses semblables.” (Karl Marx dans *le Manifeste du Parti communiste*, 1848).

Note

Cet article a été rédigé avec l’aide de Jim Hollinshead, militant de Left Unity Climate caucus et de l’Ucu, David Landau sur la migration, Roger Silverman sur les niveaux de protestation dans le monde.

Felicity Dowling est secrétaire nationale de Left Unity UK. Intéressée par les droits des femmes, les questions de logement, les services de santé, les droits des enfants et l’action de la classe ouvrière pour un monde meilleur, elle est membre du Syndicat national de l’éducation et de Unite the union. Elle a siégé au Conseil Municipal de Liverpool lors d’une bataille légendaire avec Margaret Thatcher et n’a jamais cessé de militer depuis.

La réponse à la crise climatique passe par la responsabilité collective

Gauche Républicaine et Socialiste

Le rapport 2021 du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) publié le 9 août 2021 confirme qu'une large partie du changement climatique est désormais irréversible, que ses signes en sont déjà visibles. Les partisans du capitalisme néolibéral et Emmanuel Macron vont tenter à nouveau d'insister sur la responsabilité des comportements individuels ; pourtant c'est bien notre modèle économique qui doit radicalement changer, alors même qu'aucune théorie économique contemporaine n'intègre l'énergie (et donc la production de CO2 dans ses modèles), ce qui nous laisse relativement démunis. Quelques semaines après le fiasco de la loi « climat résilience » et le coup monté sur le référendum constitutionnel, Emmanuel Macron continue de ne pas comprendre qu'il faut des actes et non un plan de communication pour la présidentielle. Nous allons devoir inventer et bouger vite.

Dans son dernier rapport le Giec confirme l'importance et l'origine humaine du réchauffement climatique planétaire. Par rapport à la deuxième moitié du XIX siècle, la température moyenne de la décennie 2010-2020 a augmenté de près d'1,1°C. Ce réchauffement inédit est directement induit par l'augmentation de la concentration dans l'atmosphère des gaz à effets de serre (CO2 mais aussi méthane) émis par l'activité humaine. Indépendamment des futures mesures mises en œuvre, ce réchauffement va se poursuivre sur une durée longue. Après une partie constat, le rapport du Giec montre dans une partie prospective l'impact de différents scénarios d'émissions

carbone (de la neutralité jusqu'à l'accélération en passant par la maîtrise) sur l'évolution du climat, l'ampleur du réchauffement dans les prochaines décennies. Même dans les hypothèses les plus optimistes, les changements seront majeurs.

Le réchauffement moyen de la planète s'accompagne d'une montée du niveau des eaux océaniques qui va impacter l'ensemble des zones côtières. Il induit aussi une augmentation de la fréquence des événements extrêmes : canicules, sécheresses, crues, inondations et pluies diluviennes, cyclones, etc. Les scénarios les plus pessimistes n'excluent plus la survenue de phénomènes majeurs, tels que des changements de courants océaniques susceptibles de modifier de façon violente le climat de l'Europe de l'ouest.

L'humanité se trouve ainsi confrontée à un défi majeur ; ses conditions d'existence seront mises à rude épreuve dans les décennies à venir. Il importe tant de travailler à réduire les émissions de gaz à effets de serre pour limiter l'ampleur du réchauffement que d'organiser et de préparer nos sociétés à vivre au mieux dans ce nouvel environnement. Pourtant, depuis la création du Giec en 1988, la remise de son premier rapport sonnait l'alarme climatique en 1990 et le premier sommet de la planète à Rio en 1992, rien n'a vraiment bougé : année après année les émissions mondiales de CO2 ont continué de croître et les températures moyennes de monter. Même la remise commune d'un prix Nobel de la paix au Giec et à Al Gore qui s'était beaucoup démené pour communiquer sur l'urgence climatique n'y a rien fait.

Le problème est certes global et nécessite des politiques concertées à l'échelle mondiale. L'exemple du trou de la couche d'ozone au dessus des pôles, causé par les gaz chloro-fluoro-carbonés (CFC) montre pourtant qu'une telle action internationale est possible. L'interdiction mondiale des gaz CFC a permis de régler cette question et de restaurer la couche d'ozone en une quinzaine d'années.

Si la question climatique est incomparablement plus difficile à résoudre, c'est qu'elle frappe au cœur de l'organisation de nos sociétés. Les émissions de CO2 sont en effet presque parfaitement corrélées avec le Pib. Elles reflètent très directement l'énergie que nous consommons pour nous déplacer, nous chauffer, fabriquer, bâtir, transformer notre environnement. Réduire drastiquement les émissions de CO2 remet directement en cause notre modèle économique.

Au niveau international, la responsabilité historique des pays les plus développés, auteurs de la majorité des émissions cumulées depuis le début de l'ère industrielle se couple à la responsabilité croissante des pays émergents (Inde et Chine en premier lieu) qui prennent une part toujours plus importante, bientôt majoritaire aux émissions annuelles. La question climatique va naturellement induire des tensions géopolitiques entre les pays les plus riches et les pays encore en développement. Mais réduire drastiquement les émissions de CO2 nous impose surtout de changer de modèle de société, de changer radicalement de modèle économique. Songeons qu'aucune des théories économiques contemporaines n'intègre l'énergie dans ses modèles alors même que c'est bien la maîtrise de nos dépenses énergétiques qui va engager notre avenir dans les décennies à venir.

Le capitalisme néo-libéral, basé sur l'exploitation et la mise en concurrence illimitées des ressources humaines et environnementales, est profondément démuni face à l'enjeu du changement climatique. La dictature court-termiste de l'optimisation des

coûts et de la maximisation des rendements est largement responsable des déséquilibres sociaux et environnementaux, elle ne saurait en être la solution. Bien sûr, au niveau national, comme pour la pandémie du Covid 19, il faut s'attendre à ce que, face à un problème aussi global, Emmanuel Macron et son gouvernement cherchent à évacuer les causes structurelles pour insister sur les responsabilités individuelles. Il faut s'attendre à la mise en place de politiques d'incitation. Et comme celles-ci seront inefficaces, il faut s'attendre à toujours plus d'autoritarisme et de coercition.

Comme la pandémie mais à plus grande échelle et sur une durée plus longue, le réchauffement climatique s'annonce porteur de désordres et d'inégalités qui vont affecter profondément nos conditions d'existence. Comme pour la pandémie, les populations les plus affectées seront les plus fragiles du point de vue social et économique.

Répondre aux questions posées par le réchauffement du climat impose de cesser de s'en remettre aux trop classiques mécanismes individuels d'incitation qui sont fondés sur la logique des marchés. Cesser de s'en remettre aux marchés, c'est à dire mettre en place des politiques publiques de long terme, en un mot : planifier. Ces politiques ne pourront être mises en œuvre efficacement que si elles sont solidaires et ne laissent personne sur le côté. Il importe pour cela de retrouver le goût du débat public et de l'action collective. C'est par l'approfondissement de la démocratie bien plus que par la dictature de l'urgence que nous pourrions élaborer des solutions collective. La question climatique sera à n'en pas douter le défi des décennies à venir.

Être à la hauteur de ce défi suppose en particulier de commencer par sortir de l'affrontement stérile entre xénophobes et démophobes qui monopolise les médias et de mettre la question climatique et ses conséquences au centre des débats politiques. La Gauche Républicaine et Socialiste prendra toute sa part dans ce combat politique.

Articles

Note

Vous pouvez retrouver tous les articles de la GRS sur <https://g-r-s.fr/>

et les articles de la GRS sur l'écologie sur <https://g-r-s.fr/tag/ecologie/>

La Gauche Républicaine et Socialiste (Grs) est un parti politique français, fondé le 3 février 2019

par la fusion de l'Alternative pour un programme républicain, écologiste et socialiste (Aprés) et du Mouvement républicain et citoyen (Mrc) de Jean-Luc Laurent et Jean-Pierre Chevènement. L'Aprés, proche de La France insoumise, est fondée en octobre 2018 par Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann après leur départ du Parti socialiste.

Du constat de crise écologique, aller aux solutions transformatrices !

Alain Pagano

L'accumulation des profits, pilier du système capitaliste, a pour conséquence la surexploitation des humains mais aussi des ressources naturelles. La crise écologique qui en résulte est une des facettes supplémentaires des crises économique, sociale, sanitaire etc. provoquées ou aggravées par ce système. Aujourd'hui, la crise écologique, et plus spécifiquement l'urgence climatique, aboutit à nombre d'alarmes de la part des scientifiques et à des mobilisations massives de la jeunesse. Mais force est de constater qu'on est plus dans la dénonciation des conséquences alarmantes d'un dérèglement climatique que dans l'émergence de solutions à même de transformer profondément un système à la dérive !

Face à une préoccupation croissante de l'opinion publique pour les questions écologiques, l'affrontement idéologique s'aiguise sur les solutions à apporter. Elles sont de plusieurs types. Celles qui ne remettent pas en cause le système actuel, tournent autour du traitement des conséquences sans s'attaquer aux causes ou pire font du *greenwashing* sans s'attaquer aucunement au problème. Quand les tenants du maintien du système traitent les conséquences, ils promeuvent un capitalisme vert où se développent des activités de traitement des pollutions, de recyclage des matières, de développement de nouvelles productions... moyens additionnels de faire de l'argent mais où la volonté de s'attaquer aux racines du problème n'est pas envisagée.

Dans la mouvance environnementaliste, trois courants d'idée circulent :

1. Ceux qui hurlent à la catastrophe et disent qu'il est trop tard pour agir. C'est non seulement faux, mais cela nuit à la nécessaire mobilisation pour imposer des solutions.

2. Ceux qui prônent des solutions individuelles, citoyennes (réduction des déchets, de son empreinte carbone personnelle, changement dans ses modes de mobilités etc.). Si elles sont à encourager comme une nouvelle forme de militantisme, elles ne suffisent pas. Il convient de faire passer tous ces petits gestes individuels dans une dimension collective seule à même d'imposer les changements transformateurs. Et enfin,

3. Ceux qui prônent des solutions radicales pour transformer le système. Ils sont des alliés dans les combats qui nous attendent.

Car le courant progressiste que nous incarnons porte l'idée d'une nécessaire sortie du capitalisme comme condition pour résoudre la crise écologique. Et pour cela, il y a besoin de changements profonds. L'objectif d'un changement de système peut apparaître comme hors de portée pour beaucoup de nos concitoyens. On ne peut se contenter d'un discours global. Il y a besoin de perspectives de changement immédiat pour répondre à l'urgence climatique, et de changements plus systémiques qui peuvent nécessiter du temps à mettre en place. Il faut répondre aux deux.

Sur les mesures immédiates, je plaide pour une campagne européenne du Pge, ouverte à d'autres forces politiques, Ong etc. Il serait possible de lancer une pétition pour aller vers une gratuité des transports en communs et la forte réduction du prix des billets pour

Articles

les transports ferroviaires afin de favoriser ces mobilités qui sont moins gourmandes en CO2 que le transport en voiture. Ce type de campagne présenterait l'intérêt de proposer une solution concrète, crédible, immédiate, positive et d'instaurer le débat sur des propositions plus transformatrices.

En effet, ce type de mesure en appelle d'autres :

- Plan de développement du transport ferroviaire (fret et passager), du transport fluvial, développement d'une filière propre de transport maritime, relocalisation des productions industrielles pour réduire l'empreinte carbone liée aux importations de marchandises hors UE.
- Établissement d'un service public de l'énergie, indépendant des lobbys, qui permette de financer le développement des énergies peu carbonées et sortir le plus rapidement possible du charbon, du gaz et du pétrole.
- Décarboner l'industrie, les entreprises par un système d'incitation-contrainte sur l'impôt sur les sociétés ou une taxe bonus/malus sur critère

environnementaux et sociaux.

- Créer des banques publiques avec des critères de financement qui réorientent l'argent vers tous les investissements bas carbone. C'est un des outils pour reprendre la main sur la finance qui ne répond pas, ou trop lentement et timidement, à l'urgence de réorientation des crédits vers le développement durable
- Rendre effectif le fonds vert de 100 milliards d'euros par an pour aider les plus pauvres promis lors de l'Accord de Paris de 2015.

Voilà quelques pistes de ce qui pourrait constituer une base pour faire émerger des solutions dès la Cop26 à Glasgow et dans les années à venir. Afin de changer le monde sans changer le climat !

Alain Pagano est membre du Comité Exécutif National du Parti Communiste Français.

Je me suis réveillé ici quand la terre était nouvelle

Vijay Prashad

Fin mars 2021, 120 autochtones de 40 groupes de Premières Nations différents ont participé pendant cinq jours au rassemblement national des Premières Nations sur le changement climatique à Cairns (Australie). S'exprimant sur l'impact de la crise climatique sur les Premières Nations, Gavin Singleton, un autochtones de Yirrganydji, a expliqué que "de l'évolution des conditions météorologiques aux changements dans les écosystèmes naturels, le changement climatique est une menace claire et actuelle pour notre peuple et notre culture".

Bianca McNeair, des autochtones Malgana de Gatharagudu (Australie), a déclaré que les participants à ce rassemblement "parlent de la façon dont les mouvements des oiseaux à travers le pays ont changé, ce qui modifie les lignes de chant qu'ils chantent depuis des milliers et des milliers d'années, et de la façon dont cela les affecte en tant que communauté et culture. ... Nous sommes un peuple très résilient", a déclaré McNeair, "c'est donc un défi que nous étions prêts à relever. Mais maintenant, nous sommes confrontés à une situation qui n'est pas prévisible, qui ne fait pas partie de notre modèle environnemental naturel".

Les autochtones Yirrganydji vivent sur le littoral australien, qui fait face à la Grande Barrière de Corail. Ce récif majestueux est menacé d'extinction par le changement climatique : une période d'années consécutives de blanchiment du corail, de 2014 à 2017, a menacé de tuer le précieux corail, au cours de laquelle la fluctuation des températures a amené le corail à expulser les algues symbiotiques qui sont cruciales pour la santé nutritionnelle du corail.

Des scientifiques réunis par les Nations Unies ont constaté que 70 % des récifs coralliens de la planète sont menacés, 20 % étant déjà détruits "sans espoir de rétablissement". Parmi les récifs menacés, un quart présente un "risque imminent d'effondrement" et un autre quart est en danger "en raison de menaces à long terme". En novembre 2020, un rapport de l'ONU intitulé *Projections on Future Coral Bleaching* a suggéré que si les émissions de carbone ne sont pas contrôlées, les récifs mourront et les espèces qu'ils abritent disparaîtront également. L'autorité du parc marin de la Grande Barrière de Corail note que "le changement climatique est la plus grande menace pour la Grande Barrière de Corail et les récifs coralliens du monde entier". C'est pourquoi les autochtones Yirrganydji ont créé les Indigenous Land and Sea Rangers pour prendre soin du récif contre vents et marées.

"La plupart de nos traditions, de nos coutumes, de notre langue proviennent de la mer", explique M. Singleton, "donc perdre le récif aurait un impact sur notre identité. Nous étions ici avant la formation du récif, et nous avons encore des histoires qui ont été transmises de génération en génération - comment la mer s'est soulevée et a inondé la région, la *grande inondation*". Les Yirrganydji Rangers, souligne Singleton, "ont le cœur et l'âme" dans le récif. À présent ils luttent contre vents et marées pour le sauver.

Peu de temps après la dissolution du Rassemblement National des Premières Nations, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a publié son sixième rapport. Basé sur le consensus de 234

scientifiques de plus de 60 pays, le rapport note que “de multiples sources de données indiquent que les récents changements climatiques à grande échelle sont sans précédent dans un contexte plurimillénaire, et qu’ils représentent un engagement à l’échelle du millénaire pour les éléments du système climatique qui réagissent lentement, entraînant une perte de glace à l’échelle mondiale, une augmentation du contenu thermique des océans, une élévation du niveau de la mer et une acidification des océans profonds”. Si le réchauffement se poursuit pour atteindre 3 °C (d’ici 2060) et 5,7 °C (d’ici 2100), l’extinction de l’humanité est certaine. Le rapport intervient après une série de phénomènes météorologiques extrêmes : inondations en Chine et en Allemagne, incendies en Méditerranée et températures extrêmes dans le monde entier. Une étude publiée dans le numéro de juillet de la revue *Nature Climate Change* a révélé que les “phénomènes extrêmes qui battent des records” seraient “presque impossibles en l’absence de réchauffement”.

Il est important de noter que le 6e rapport du Giec montre que “les émissions historiques cumulées de CO₂ déterminent dans une large mesure le réchauffement à ce jour”, ce qui signifie que les pays du Nord ont déjà amené la planète au seuil de l’anéantissement avant même que les pays du Sud aient pu satisfaire des besoins fondamentaux tels que l’électrification universelle. Par exemple, 54 pays du continent africain ne représentent que 2 à 3 % des émissions mondiales de carbone ; la moitié des 1,2 milliard d’Africains n’ont pas accès à l’électricité, tandis que de nombreux événements climatiques extrêmes (sécheresses et cyclones en Afrique australe, inondations dans la Corne de l’Afrique, désertification au Sahel) se produisent désormais sur tout le continent. Diffusée à l’occasion de la Journée mondiale de l’environnement (5 juin) et produite avec la Semaine internationale de lutte anti-impérialiste, notre *Alerte Rouge n. 11* explique plus en détail les dynamiques scientifiques et politiques de la crise climatique, les “responsabilités communes mais différenciées”, et ce qui peut être fait pour

inverser la tendance.

Les gouvernements se réuniront en octobre pour la 15e Conférence Des Parties (COP15) à Kunming (Chine) pour discuter des progrès de la Convention sur la diversité biologique (ratifiée en 1993) et en novembre pour la 26e Conférence des parties (COP26) à Glasgow (Royaume-Uni) pour discuter du changement climatique. L’attention se porte sur la COP26, où les puissants pays du Nord vont une fois de plus faire pression pour obtenir des émissions de dioxyde de carbone “nettes et nulles”, rejetant ainsi toute réduction importante de leurs propres émissions, tout en insistant pour que les pays du Sud renoncent au développement social.

Pendant ce temps, on accordera moins d’attention à la COP15, dont l’ordre du jour prévoit de réduire de deux tiers l’utilisation des pesticides, de diviser par deux le gaspillage alimentaire et d’éliminer le rejet de déchets plastiques. En 2019, un rapport de la Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (Plateforme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques) a montré que la pollution et l’extraction des ressources avaient menacé d’extinction un million d’espèces animales et végétales.

Le lien entre l’assaut contre la diversité biologique et le changement climatique est clair : à elle seule, l’ouverture des zones humides a libéré dans l’atmosphère des réserves historiques de carbone. De profondes réductions des émissions et une meilleure gestion des ressources sont nécessaires.

Il est intéressant de noter que, juste au moment où le Giec a publié son rapport, l’administration du président américain Joe Biden a demandé à l’Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole d’augmenter la production de pétrole. Cette démarche tourne en dérision la promesse de Joe Biden de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis d’ici à 2030.

Un article récent paru dans *Nature* montre que l’adoption du protocole de Montréal de 1987 sur les substances qui appauvrissent

la couche d'ozone a interdit l'utilisation des chlorofluorocarbones (Cfcs), dont l'élimination progressive des aérosols, des réfrigérants et des emballages en polystyrène expansé a empêché l'appauvrissement de la couche d'ozone. Le protocole de Montréal est important car, malgré le lobbying de l'industrie, il a été universellement ratifié. Ce traité permet d'espérer qu'une pression suffisante de la part de pays clés, poussée par des mouvements sociaux et politiques, pourrait aboutir à des réglementations strictes contre la pollution et l'abus de carbone ainsi qu'à un changement culturel significatif.

Les lieux associés aux négociations mondiales pour sauver la planète comprennent des villes comme Kyoto (1997), Copenhague (2009) et Paris (2015). Le premier de ces lieux devrait être Cochabamba (Bolivie), où le gouvernement d'Evo Morales Ayma a organisé la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère en avril 2010. Plus de 30 000 personnes de plus de 100 pays ont participé à cette conférence historique, qui a adopté la Déclaration universelle des droits de la Terre Mère. Plusieurs points ont été discutés, dont la demande pour :

- que les États du Nord Global en général réduisent leurs émissions d'au moins 50 %
- que les pays en développement reçoivent une aide substantielle pour s'adapter aux effets du changement climatique et pour effectuer une transition vers l'abandon des combustibles fossiles
- la protection des droits des autochtones
- les frontières internationales doivent être ouvertes aux réfugiés climatiques
- la création d'un tribunal international chargé de poursuivre les crimes climatiques
- la reconnaissance du droit des populations à l'eau et leur droit à ne pas être exposées à une pollution excessive.

“Nous sommes confrontés à deux trajectoires”, a déclaré l'ancien président Morales, “la trajectoire de *Pachamama* (la Terre Mère) ou la trajectoire des multinationales. Si nous ne prenons pas la première, les maîtres de la mort gagneront. Si nous ne nous battons pas, nous serons coupables de la destruction de la planète”. Gavin Singleton et Bianca McNear seraient certainement d'accord.

Tout comme le poète et éducateur Yorta Yorta Hyllus Noel Maris (1933-1986), dont le *Chant spirituel de l'aborigène* (1978) éveille l'espoir et constitue la bande sonore de ceux qui marchent pour sauver la planète :

Je suis un enfant du Peuple du Temps du rêve
 Je fais partie de cette terre, comme le gommier
 nouveau
 Je suis la rivière, qui chante doucement
 Chantant nos chansons sur mon chemin vers la
 mer
 Mon esprit est le diable de la poussière
 Les mirages, qui dansent sur la plaine
 Je suis la neige, le vent et la pluie qui tombe
 Je fais partie des rochers et de la terre rouge du
 désert
 Rouge comme le sang qui coule dans mes veines
 Je suis l'aigle, le corbeau et le serpent qui glisse
 À travers la forêt tropicale qui s'accroche au
 flanc de la montagne
 Je me suis réveillé ici quand la terre était
 nouvelle.

Vijay Prashad est le directeur de Tricontinental : Institute for Social Research, Inde, le correspondant en chef de Globetrotter et l'éditeur en chef de LeftWord Books. Il est l'auteur de plusieurs livres, articles et essais. Parmi ces livres, nous ne citons que The Darker Nations : A People's History of the Third World, The New Press (2008) et The Poorer Nations : A Possible History of the Global South, Verso Books (2014).

Les jeunes hommes et femmes des Fridays For Future Italie s'expriment sur la crise climatique

Filippo Savio

La crise climatique est de plus en plus présente sous nos yeux. Ses conséquences ont affecté nos vies ces dernières semaines. La chaleur extrême et les incendies en Sardaigne, en Sicile, en Algérie, en Iran, au Canada, la sécheresse, les inondations en Allemagne et en Italie du Nord, au Japon, en Turquie, etc. La liste est si longue. Toutes ces catastrophes font désormais partie de notre vie, et les médias les présentent souvent comme un simple fait divers. Comme si la perte de maisons, de récoltes et de vies était un fait normal. Comme si l'extinction d'espèces à un rythme 100 à 1000 fois supérieur à la moyenne était normale. Comme si c'était une chose à laquelle nous devrions nous habituer.

Nous nous rendons compte de la crise maintenant parce qu'elle nous touche directement. Mais dans d'autres endroits, notamment dans les pays du Sud Global, les gens sont touchés depuis des années. Et pendant des années, ils ont été ignorés, non entendus, voire réduits au silence. Tant de personnes souffrent déjà, et meurent, à cause de cette crise. Et maintenant que les conséquences touchent nos États occidentaux, il y a un risque que les voix des personnes les plus touchées dans les régions les plus affectées soient à nouveau ignorées. Parce que maintenant, c'est nous qui sommes en danger, et nous ne pouvons certainement pas penser aux autres pays ou à d'autres personnes.

C'est un véritable risque que nous ne pouvons pas prendre. Et cela montre une fois de plus que la crise climatique est une question d'injustice.

Parce que les personnes les plus touchées par cette crise sont aussi celles qui ont le moins contribué à la provoquer.

Nous devons écouter les personnes les plus touchées, donner de la place à leurs voix qui s'élèvent dans le monde entier.

Les scientifiques nous disent depuis des années que nous allons vers une catastrophe, mais leurs avertissements ont été ignorés et continuent de tomber dans l'oreille d'un sourd. En 1979, à Genève, les représentants de 50 nations se sont réunis lors de la première conférence mondiale sur le climat. Plus de 30 ans plus tard, en 2015, les États du monde ont convenu de maintenir la hausse des températures en dessous de la limite sûre de 1,5°C. Et aujourd'hui, malgré les promesses et les objectifs lointains, 2021 devrait être l'année des émissions les plus élevées jamais enregistrées.

Les politiciens de tous bords ont échoué dans leur mission principale - protéger les citoyens et leur assurer un avenir viable. Ils n'ont pas suivi et ne suivent pas les avertissements de la communauté scientifique, ne recherchant que le profit à court terme.

Lorsque des millions de personnes ont défilé dans les rues en 2019, les décideurs politiques ont semblé enthousiastes et prêts à les écouter. Ils nous ont dit que nous devons continuer dans cette lancée et que notre détermination était importante, mais ils ont ensuite agi de manière contraire lorsqu'il s'agissait de prendre des décisions. Aujourd'hui, les émissions

continuent d'augmenter et les gouvernements ne font rien.

Dans l'indifférence totale, des habitats sont détruits, des forêts entières sont décimées, et notre avenir est de plus en plus incertain.

Ces faits s'ajoutent à un tableau de crises interdépendantes. Toutes les crises que nous connaissons actuellement sont le symptôme de la toxicité du système actuel. Il est nuisible pour nous, pour la société et pour notre planète. Comprendre cela est fondamental, surtout maintenant. Il est nécessaire que les mouvements qui luttent pour la justice s'unissent.

Nous avons décidé de faire des grèves parce que nous ne pouvions plus rester sans rien faire alors que des personnes souffrent et que notre avenir est menacé. Nous faisons la grève parce que c'est la seule chose que nous pouvons faire. Nous sommes des filles et des garçons, des travailleurs et des travailleuses qui ne sont pas assis aux tables où sont prises les décisions qui décideront du sort de notre avenir et de notre présent.

Nous manifestons parce que nous voulons que les personnes au pouvoir prennent leurs responsabilités et agissent maintenant. Et parce que si nous nous unissons tous, nous pouvons construire un autre monde.

Certains nous disent qu'en plus de protester, il faut aussi proposer. C'est ce que nous avons fait. Nous avons rédigé de longs documents contenant des propositions, comme celle intitulée "Retour vers le futur", un plan pour relancer l'Italie. Bien que nous ne soyons pas des techniciens, des scientifiques, et que nous n'ayons pas étudié ces choses, nous avons décidé de faire notre part et de proposer une alternative. C'est pourquoi nous avons contacté des experts pour tenter d'obtenir les propositions concrètes tant réclamées : mais la campagne n'a jamais été prise au sérieux. Ces propositions ont été ignorées, et les réponses sont restées vides.

Nous continuons donc à utiliser nos voix et la grève pour nous faire entendre, pour faire pression sur la classe politique. Mais nous savons que le changement ne viendra pas des

salles froides et lointaines du parlement. Le changement viendra des mouvements sociaux. Et du peuple.

En novembre, une conférence des Nations unies sur le climat se tiendra à Glasgow. Les dirigeants du monde entier se réuniront pour décider d'une action mondiale visant à limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à moins de 1,5°C, pour définir leurs engagements en matière de réduction des émissions et pour déterminer comment contribuer à la transition écologique dans les pays en développement. C'est une réunion cruciale car les décisions prises auront un impact sur tous les peuples du monde et sur l'avenir. En outre, les scientifiques nous avertissent qu'il s'agit de l'une des dernières opportunités si nous voulons éviter les pires conséquences de la crise climatique.

C'est pourquoi nous serons à Milan, où se tient la conférence préparatoire, les 1er et 2 octobre. Nous ferons savoir aux décideurs que nous les suivons de près.

C'est pourquoi, personnellement, je suis si anxieux à propos de l'avenir. Ceux qui prennent les décisions pour notre avenir ne le vivront pas. Et comment pouvons-nous faire confiance aux politiciens qui nous ont jusqu'à présent trahis ? Si ce n'était de leurs mauvaises décisions, nous ne serions pas dans une situation aussi désespérée.

Un autre fait qui me rend parfois anxieux est de voir l'inertie et l'indifférence des jeunes de ma génération. Avant de prendre conscience de ce problème, je vivais moi aussi tranquillement, en pensant que ce n'était pas si grave et que quelqu'un s'en occuperait.

Beaucoup d'entre nous ont pris conscience de la situation dans laquelle ils se trouvent par hasard, et c'était aussi le cas pour moi. Je me suis rendu à la première manifestation sans trop connaître le sujet, en suivant mes amis et aussi pour sauter un jour d'école. Là, j'ai commencé à écouter quelques discours et j'ai ramené chez moi un dépliant avec une explication en deux lignes. Toute la connaissance sur le sujet, je l'ai apprise plus tard. Après les manifestations,

Articles

la crise climatique reste dans votre tête, vous n'y pouvez rien. Parce que nous parlons des conditions de vie actuelles et futures !

Maintenant, j'organise des manifestations, avec un merveilleux groupe d'amis militants, et c'est formidable de faire quelque chose de concret pour lutter contre cette crise. Le fait de voir toutes les personnes se réveiller et ouvrir les yeux sur le problème nous donne l'espoir dont nous avons besoin pour combattre cette crise. Avec tant d'autres jeunes, je veux que les gens

comprennent que leurs apports sont essentiels à la résolution de cette crise. Nous n'avons pas seulement besoin de votre soutien, mais aussi de votre admiration. Vous n'avez pas besoin d'être préparé, expérimenté ou capable de faire mille choses pour aider dans cette crise. Tout le monde est indispensable.

Filippo Savio, 17 ans, est un militant de Fridays For Future Italie à Chieri, Turin.

Qui a peur de la décroissance ?

Eva García Sempere

Le capitalisme porte en lui le germe de sa propre destruction

Karl Marx

Lorsqu'un fleuve déborde de son lit, nous souhaitons tous qu'il diminue pour que les eaux reprennent leur cours

Serge Latouche

Ces dernières années, et peut-être encore plus à la suite de la pandémie, la question de la décroissance est revenue dans le débat. Mais que voulons-nous dire lorsque nous parlons de Décroissance ?

Le concept n'est pas nouveau. Selon les auteurs, la décroissance est un courant de pensée politique, économique et social, une théorie, une idéologie ou une perspective, en tout cas ils s'accordent à dire qu'elle vise à réduire la production économique, dans le but d'établir une nouvelle relation d'équilibre entre les êtres humains et la nature, mais aussi entre les êtres humains eux-mêmes.

Ils partagent également la conviction qu'il est impossible de préserver l'environnement sans réduire la production économique, qui est responsable de l'épuisement des ressources naturelles et de la destruction de l'environnement. En ce sens, ils remettent en cause non seulement le modèle économique capitaliste pour être, par essence, l'incarnation du désir de croissance illimitée sur une planète aux ressources limitées, mais aussi le mode de

vie consumériste, effectif ou aspirationnel, dans lequel nous sommes ou voulons être plongés (logiquement, les pays et les classes sociales qui peuvent se le permettre).

Par conséquent, les partisans de la décroissance proposent une diminution de la consommation et une production contrôlée et rationnelle, dont la transition s'effectuerait par l'application de principes plus appropriés à un contexte de ressources limitées ; certains de ces principes sont les suivants : échelle réduite, relocalisation, efficacité, coopération, autoproduction (et échange), démocratisation et horizontalité, durabilité et sobriété. Cependant, tous les auteurs ne sont pas d'accord sur tous les principes et sur l'importance accordée à chacun d'entre eux.

Nicholas Georgescu-Roegen, dans la théorie énoncée sur la bioéconomie dans son ouvrage *The Entropy law and the Economic Process* (1971) fait partie des fondements de la décroissance, tout comme d'autres auteurs : Ivan Illich, Hannah Arendt. Sont particulièrement intéressants les courants de la décroissance qui ont émergé en France avec Serge Latouche, le Buen Vivir latino-américain et les réflexions et analyses du Club de Rome, principalement à travers le rapport Meadows de 1972, dont le titre bien connu est *Les limites de la croissance*. D'autre part, nous trouvons également André Gorz, qui considère ce concept "utopique" comme la forme la plus avancée et non la plus frustrée de ce que devrait être le socialisme.

Serge Latouche énonce huit piliers de la décroissance, que je trouve intéressants pour passer en revue les questions prioritaires à traiter dans la nécessaire transition éco-

sociale : Revaloriser (remplacer les valeurs individualistes et consuméristes par des valeurs de coopération) ; Reconceptualiser (rechercher une nouvelle vision du bien vivre basée sur la qualité de vie et non sur l'accumulation de biens) ; Restructurer (s'orienter vers d'autres modèles de production et de relations sociales) ; Relocaliser (éviter, entre autres, l'intensité des transports) ; Redistribuer (la répartition des richesses, si nécessaire dans tout horizon, mais surtout dans celui de la diminution des ressources) ; Réduire ; Réutiliser et Recycler.

En revanche, pour Carlos Taibo, la décroissance s'inscrit dans un mouvement anticapitaliste plus large qui prône la défense de la propriété collective et autogérée, tout en accompagnant les mesures qui annulent l'illusion d'une croissance aveugle. Il met en garde contre l'existence d'éventuelles modulations de la décroissance qui ne seraient pas manifestement anticapitalistes et déclare prendre ses distances par rapport à ces aspects. Pour Taibo, tout mouvement anticapitaliste dans le Nord doit, par nécessité, être favorable à la décroissance autogérée et anti-patriarcal et internationaliste. Taibo exprime ainsi sa pensée : « Je préfère parler de la perspective de la décroissance, et non de la théorie de la décroissance, et encore moins de cette dernière conçue comme une idéologie (...) à mon avis, la décroissance est un supplément qui doit être ajouté à d'autres formulations théoriques ou idéologiques, dans la certitude, toutefois, qu'il s'agit d'un ajout important ».

Pour l'auteur, et je suppose que vous partagez avec moi la sagesse de sa réflexion, le capitalisme et une éventuelle réforme de décroissance s'affronteraient frontalement : le capitalisme est fondé sur une croissance infinie, sans tenir compte de la finitude des ressources nécessaires pour continuer à engraisser ses profits. C'est pourquoi, selon ses propres termes, « en soi, le projet de décroissance est anticapitaliste. Le capitalisme ne peut résister à une logique économique qui exige des réductions de la production et de la consommation ».

Enfin, la vision écoféministe de la décroissance

est essentielle, représentée dans notre pays, par exemple, par Yayo Herrero, anthropologue et écoféministe, qui nous assure que la décroissance "de la sphère matérielle de l'économie" n'est pas une option, mais une "obligation".

Pour l'auteur, et avec elle et de nombreuses autres écoféministes, le cœur de la transition écosociale passe nécessairement par une recomposition ou une reformulation du métabolisme économique de haut en bas. Mettre la vie de chacun au centre implique nécessairement une redistribution radicale des richesses et des obligations de soins. Car, comme il le résume brillamment, nous sommes des êtres radicalement écodépendants et interdépendants et, par conséquent, nous avons besoin de l'environnement dans lequel nous développons et nous avons besoin les uns des autres car il n'y a pas d'étape de la vie où nous n'avons pas besoin, d'une manière ou d'une autre, de soins.

Cette perspective écoféministe qui nous permet d'analyser et de reconnaître les situations d'oppression de classe, de race, d'environnement, de genre... est ce qui nous amène à (auto-)mettre en garde contre les discours de décroissance qui, comme le greenwashing, ne sont pas une solution et peuvent cacher d'importants préjugés de classe. Selon les mots de Y. Herrero « Les différences sociales doivent toujours être prises en compte. Si la situation de la classe ne vous permet pas de chauffer votre eau ou si vous ne pouvez pas cuisiner chez vous parce que l'électricité a été coupée. Je me dispute beaucoup avec certains collègues lorsqu'ils parlent d'autosimplicité volontaire. Nous ne pouvons pas la confondre avec une dépossession forcée. Ce n'est pas la même chose d'appliquer cette transformation à des personnes ayant une conscience environnementale, avec des maisons bien isolées et avec de la nourriture, qu'à des personnes vivant dans des maisons mal isolées et avec de la mauvaise nourriture. La dimension de la justice sociale est essentielle. » (*Critic*, 2019)

C'est probablement l'un des points de vue

les plus précis. Car, sans aucun doute, la décroissance suscite des sentiments mitigés : il y a un malentendu sur le concept, sur ce qu'il signifie et sur la façon dont il peut être appliqué. Et à gauche, avec une base traditionnellement développementaliste et soucieuse de garantir l'accès aux biens et services nécessaires à une vie digne, elle ne rencontre pas l'approbation de la majorité, tout comme la lutte contre le changement climatique ou la nécessaire protection de l'environnement pour éviter les catastrophes écologiques ou la perte de biodiversité.

Cependant, il devient de plus en plus évident qu'il n'est pas possible de lutter contre l'effondrement vers lequel nous nous dirigeons en raison de la crise climatique et environnementale, qu'il n'est pas possible de le faire sans laisser personne derrière et que, bien entendu, la transition écosociale souhaitée ne sera pas possible sans une réduction drastique de l'utilisation des ressources (énergétiques et autres).

Il est également évident que nous avons devant nous, en tant que civilisation, l'un des plus grands défis de notre histoire : faire face à la fracture métabolique résultant du déséquilibre entre l'utilisation des ressources et leur capacité de récupération et, parallèlement, faire face à la fracture sociale qui, étant également consubstantielle au capitalisme, s'est développée de manière imparable et qui, en quelque sorte "grâce" à la crise de la Covid, s'est révélée dans toute sa splendeur.

Par conséquent, et à la lumière des preuves laissées par la déprédation néolibérale de la planète, la translimitation (le dépassement de la biocapacité de la planète) et le soi-disant "peak all" sont déjà une réalité. Et avec eux une décroissance inévitable. Nous ne le voyons peut-être pas, nous ne voulons peut-être pas le voir et, très probablement, ils ne veulent même pas que nous le voyions. Mais la réalité est têtue : la disponibilité du pétrole diminuera de 30 % au cours de la prochaine décennie et, comme le prévient l'Agence de l'Énergie, il sera impossible de répondre à la demande actuelle

de pétrole d'ici 2025 ; le pic de production de gaz sera atteint dans deux décennies et celui du charbon dans trois. La disponibilité des minerais ou des terres rares, si nécessaires à la technologie d'aujourd'hui, y compris celle nécessaire aux énergies renouvelables, est également compromise, et la course folle des entreprises et des pays pour ouvrir de nouvelles mines sans regarder où ni les impacts est un indicateur assez remarquable.

Et sachant cela, comment conjuguer un système qui nous incite à changer d'appareils électroniques chaque année, qui nous rappelle que notre qualité de vie dépend de notre niveau de consommation et de nos voyages annuels vers une destination lointaine ? Lorsqu'il ne sera matériellement pas possible de maintenir le rythme de la consommation d'énergie, pas même par le pillage des ressources étrangères auquel le capitalisme nous a tristement habitués, ou lorsque les minerais nécessaires au développement des énergies renouvelables entreront également en concurrence avec le développement technologique, quelles priorités établirons-nous et comment les établirons-nous ? Quels transports seront les plus essentiels et lesquels mettrons-nous de côté ?

Mais nous sommes aussi confrontés à la diminution de la disponibilité de l'eau, si indispensable à la vie, à l'agriculture et même à un secteur clé de notre pays comme le tourisme. Que se passera-t-il quand il n'y en aura plus assez pour satisfaire la demande ? Quel secteur productif allons-nous laisser tomber ? Ou, plus inquiétant encore, qui sera laissé pour compte ? Nous savons que la bulle de viande bon marché (et, trop souvent, de mauvaise qualité) n'est pas durable : sur le plan environnemental, en raison de l'impact considérable que les systèmes de production intensive ont sur la terre, les ressources, l'eau... tant en termes de consommation que de génération de déchets insupportables pour le système ; sur le plan social, parce qu'ils ont démantelé, et continuent de le faire, le tissu productif local et durable qui, en outre, permet à la population de s'installer sur le territoire, ainsi que d'expulser ceux qui

exercent d'autres activités incompatibles avec une source constante de déchets. Et sur le plan nutritionnel, parce que le modèle alimentaire que la publicité nous a imposé campagne après campagne, en réduisant les coûts au détriment de notre santé, a considérablement appauvri et éloigné notre alimentation quotidienne du régime méditerranéen reconnu. Lorsque cette bulle éclatera, lorsque notre tissu productif aura disparu, qui nous nourrira ?

Et nous avons encore des doutes... il est impossible de ne pas en avoir. Mais pas seulement, il est ABSOLUMENT NÉCESSAIRE qu'en tant que gauche, en tant que communistes, nous abordions le grand débat qui nous attend et que nous nous posions des questions.

Il faut le dire : nous avons peur.

Ils ont peur que la décroissance signifie la perte du peu que possèdent ceux qui arrivent à peine à joindre les deux bouts. Ou que cela signifie perdre plus d'emplois et qu'il n'y a plus de coussin familial pour nous soutenir. La peur de ne pas avoir accès aux services nécessaires : santé, transports, que les loisirs nous soient interdits. La peur.

Cependant, comme nous l'avons dit précédemment, la réalité têtue s'impose. Nous sommes déjà dans un contexte de ressources réduites. Et ceux qui ne veulent pas que nous abordions ce débat le savent bien : lorsque les aliments sont sur les marchés à terme, lorsque l'eau est cotée en bourse, chaque fois qu'on essaie d'ouvrir une nouvelle mine pour tenter de localiser des minéraux rares... on nous dit que la translimitation et le pic pétrolier sont une réalité qui, inévitablement, s'accompagne d'une sorte de déclin.

La question clé n'est pas la décroissance oui ou non, mais quel type de décroissance, qui va décroître et, surtout, comment nous allons le faire. La proposition capitaliste nous est bien connue : une décroissance au service de nouveaux transferts de revenus du travail vers le capital, permettant une plus grande concentration de la richesse, gouvernée par une poignée de corporations sans aucune allusion à la souveraineté populaire et dont les principaux

effets négatifs seront payés par ceux qui ont toujours été appauvris et dépossédés de tout.

71 % des émissions mondiales de CO2 proviennent de 100 grandes entreprises seulement. Tous font campagne sur l'importance de la *action individuelle* pour lutter contre le changement climatique. Aucun d'entre eux n'a cessé de produire et de générer des avantages économiques qui sont restés entre les mains d'un très petit nombre de personnes, ni de générer des externalités environnementales que nous payons pour la majorité. Elles, et les gouvernements qui les soutiennent, nous font croire qu'une transition verte est possible, dans laquelle nous continuerons à consommer comme aujourd'hui, mais tout sera écologique et renouvelable. C'est ce que nous appelons l'écoblanchiment.

Mais ils savent parfaitement, et nous devons commencer à l'intérioriser, que ce n'est pas une réponse à la translimitation, au changement climatique, à la crise de la biodiversité ou à la crise énergétique à laquelle nous sommes confrontés. C'est une manœuvre pour consolider le contrôle des ressources et du pouvoir dans cette transition inévitable, dans ce processus de décroissance dans lequel nous sommes.

Cette décroissance dans le cadre capitaliste n'est pas une option possible, du moins pas pour notre classe, pour la majorité sociale de notre pays, et encore moins pour ceux qui vivent dans des pays traditionnellement pillés et dépossédés de leurs ressources.

Ainsi, pour maintenir un scénario (désolé d'être aussi apocalyptique) d'exclusions exponentielles, d'inégalités sans précédent, dans lequel seuls quelques-uns pourront accéder aux ressources nécessaires pour avoir une vie digne, et le reste d'entre nous sera condamné à la simple survie, dans une sorte de transition violente vers un monde dystopique (dans lequel vivent déjà de nombreuses travailleuses dans les pays appauvris), beaucoup plus de voix devront s'élever, et beaucoup plus devront être entendues, et beaucoup plus devront être entendues, il faudra ériger beaucoup plus de barrières, de mesures d'endiguement, de

répression violente, et approfondir la farce de la démocratie néolibérale qui éloigne de plus en plus la souveraineté du pouvoir et des institutions populaires des besoins réels de la majorité des gens.

Cela vous semble familier ? Nous le trouvons, par exemple, dans les fondements de l'actuelle politique migratoire européenne et c'est la sortie éco-fasciste proposée par des forces comme Marine Le Pen, qui parlent déjà ouvertement que les ressources s'épuisent et qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde. Et que, par conséquent, nous devons nous blinder contre les autres, les étrangers, les victimes d'années de pillage.

Pouvez-vous imaginer que des régions entières de pays soient inondées et que les villes, les terres arables et la possibilité de travailler disparaissent ? Que ferons-nous ? Et lorsque des régions seront transformées en véritables déserts ? Lorsque les pandémies, conséquence de la dévastation des écosystèmes pour maintenir un agrobusiness non durable, seront le pain quotidien ? Comment arrêter une catastrophe humanitaire à ce niveau ?

Eh bien, ce scénario n'est pas à imaginer, il est déjà subi par des millions de travailleurs dans de nombreux pays... et la réponse est, comme nous l'avons dit, la même que celle donnée aux réfugiés climatiques et aux migrants économiques : néropolitique, violence, répression, militarisation...

Et dans ce scénario, malheureusement, l'aspiration la plus élevée de la grande majorité de notre classe est réduite à la simple survie physique ; à devoir choisir entre chauffer la maison ou manger...

Nous avons les données et l'analyse, mais nous devons faire face au problème calmement et sans pause. Comprendre qu'il existe une alternative, que la décroissance est la seule issue, mais que nous pouvons élaborer une transition qui non seulement garantit l'accès au nécessaire pour tous, y compris ceux qui n'en ont pas bénéficié jusqu'à présent.

Mais pour cela, il faut d'abord combattre les peurs qu'elle génère et ceux qui veulent nous

incorporer :

- Le fait que nous devons réduire globalement notre consommation de ressources naturelles et d'énergie est une réalité incontournable. Prétendre que cela devrait être fait de manière égale entre ceux qui nous ont amenés à cette situation, en s'enrichissant au passage, et ceux d'entre nous qui paient les conséquences d'un système qui dévore les ressources et les personnes, est incroyablement pervers. C'est pourquoi notre proposition de décroissance écosocialiste porte inexorablement comme principe la redistribution radicale des richesses.

- La nécessité de réduire la croissance matérielle de notre économie et de notre industrie est évidente. Tous de la même manière ? Bien sûr que non, nous devons établir des priorités, décider de ce qui est et de ce qui n'est pas indispensable à la vie. Nous devons connaître les limites biophysiques de la planète et décider de ce qui croît et de ce qui décroît. Pour donner un exemple extrême (ou peut-être pas si extrême), aurions-nous des doutes entre utiliser le pétrole et ses dérivés pour du matériel chirurgical ou l'utiliser pour acheter n'importe quel petit gadget dont nous n'avons pas besoin et qui se casse en trois jours ? C'est pourquoi notre proposition de décroissance écosocialiste implique une démocratisation radicale de l'économie.

Nous avons progressé sur le plan technologique pendant des années, avec des niveaux de croissance macroéconomique inconnus à d'autres moments de l'histoire, avec des bénéfices croissants pour les grandes entreprises et, néanmoins, avec une diminution du travail et de la protection sociale. Les emplois sont de plus en plus précaires, avec de mauvaises conditions et mal payés. Les États ne répondent toujours pas à la nécessité d'une couverture sociale pour garantir la suppression de l'écart entre les sexes et de la fracture des soins.

Notre modèle de décroissance doit également faire face au changement du modèle des relations de travail et de soins. Retrouver le vieux slogan, plus valable que jamais, de travailler moins pour travailler tous.

Y aura-t-il des pertes d'emplois ? Dans certains secteurs, sans doute.

Y aura-t-il des gains d'emplois ? Dans certains secteurs, certainement.

Travailler moins et maintenir les salaires ? L'horizon possible et nécessaire.

La *réduction du temps de travail*, en plus d'être un principe de base pour l'émancipation de la classe ouvrière, permettrait de réduire la production de biens et la saturation des marchés. Quel est le sens, en termes sociaux et environnementaux, de la surproduction ? Elle n'a de sens que dans la poursuite du profit économique pour une minorité qui ne se soucie pas de ce qui arrive au reste de la société ou aux générations futures.

Ajuster la production aux besoins sociaux, dans le cadre strict des limites biophysiques de la planète et dans le contexte de l'adaptation aux changements environnementaux déjà irréversibles, est une nécessité urgente qui ne peut être reportée.

Et cela est-il compatible dans un système capitaliste où le libre marché est au centre, un système basé précisément sur la croissance infinie ? De toute évidence, non.

L'environnementalisme social a clairement et énergiquement assumé que *ce système n'est pas compatible avec la vie*. Maintenant, c'est à la gauche d'assumer que soit il y a un changement de système dans la perspective de la décroissance, de la planification à partir du public et des biens communs, avec la redistribution des richesses, la démocratisation radicale et la garantie de la protection de la majorité sociale et surtout des plus vulnérables, soit ce sera le capital qui concevra cette décroissance, sur les épaules des idéologies néolibérales, xénophobes et racistes, *garantissant le statu quo de ceux qui possèdent déjà pratiquement tout* et laissant le reste dans le caniveau.

Ou, pour le dire autrement, soit nous déclinons ensemble, soit nous déclinons séparément.

De quoi avons-nous besoin pour faire face au changement de paradigme économique, social et environnemental dont nous avons besoin de toute urgence ?

Pour ce faire, nous avons besoin de politiques différentes de celles qui ont été proposées par les politiques plus ou moins vertes d'un capitalisme au visage sympathique, mais qui *n'est rien d'autre que le maquillage vert des politiques habituelles de concurrence* et de croissance. Nous avons besoin de politiques publiques et communes courageuses qui nous amènent à redistribuer les richesses par des taxes environnementales, à planifier la nécessaire reconversion industrielle. Nous avons également besoin de politiques *radicalement différentes* en matière de transport, de services publics, de production-distribution-consommation... radicalement différentes. La clé est de produire ce dont nous avons besoin en tant que société, la majorité sociale donnant la priorité à ce dont nous avons besoin, en abandonnant une fois pour toutes le dogme du marché qui consiste à inventer de nouveaux besoins afin de produire davantage.

C'est fondamental, et nous devons le faire avec une vocation démocratique très claire : cette planification doit être faite non seulement pour, mais aussi par la société elle-même. Et ici, le rôle et la responsabilité du peuple sont indiscutables : *qui, comment, quand et combien nous diminuons devra être méticuleusement planifié* par les politiques de la classe qui subira en premier lieu les conséquences du changement climatique et de la réduction des ressources. En supposant en outre que les changements devront être radicalement différents.

Une société fondée sur un modèle différent de relations économiques et de relations de travail. Adapter les usages à la capacité de charge du système, tout en répondant aux besoins de notre société : ici et maintenant, là-bas et demain.

Lorsque Karl Marx a écrit la célèbre phrase « le capitalisme porte en son sein le germe de sa propre destruction », il ne pensait pas à la situation d'effondrement écologique et social à laquelle nous sommes confrontés actuellement. Mais il faut reconnaître que peu de phrases en disent autant en si peu de temps. Ce système, fondé sur l'exploitation de la classe ouvrière, sur l'appropriation du corps et du temps des

femmes et sur la déprédation absolue des ressources naturelles, fondé aussi sur une croissance infinie dans un monde fini, porte, en lui-même, le germe de la destruction.

L'urgence est maintenant de concevoir un socialisme qui porte en lui le germe d'un avenir

sans date de péremption.

Eva García Sempere est responsable de l'environnementalisme au sein d'Izquierda Unida (Espagne).

Matériaux

Un « Manifeste rouge-vert » pour la Hongrie

En Hongrie, les organisations de gauche critiques du système ont réagi à l'aggravation de la crise sociale et politique en formulant des objectifs communs qui pourraient constituer la base d'une coalition contre le système actuel.

La possibilité d'une coalition gauche-verte est particulièrement importante à l'heure où l'opposition parlementaire, dominée par des politiques néolibérales, a conclu une alliance électorale avec un puissant parti d'extrême droite.

L'avenir réside dans la construction d'une unité contre l'exclusion, l'exploitation et la haine qui puisse s'attaquer en même temps à la crise écologique et sociale.

Le manifeste est ouvert. Nous attendons la candidature aussi bien d'organisations que de particuliers.

Le document en hongrois est ici: <http://www.amiidonk.hu/elemzes/voros-zold-kialtvany/>
(Attila Vajnai)

Manifeste rouge-vert

Pour changer le régime politique établi après la restauration du capitalisme et notamment celui d'Orbán, il faut créer en Hongrie une forte coalition unissant la gauche et les verts.

Une grande partie de la société hongroise est ruinée et n'a aucune perspective devant elle. L'épidémie de Coronavirus a fait remonter à la surface des tragédies de longue date dont tous les gouvernements de l'après-changement de régime en sont coresponsables. Des millions de travailleurs et tous ceux qui tentent de subvenir aux besoins de leurs enfants sont confrontés à

l'insécurité, à la précarité sanitaire et sociale, et ils ne sont absolument pas préparés aux effets de la catastrophe climatique et écologique qui s'annoncent. Notre société a déjà été brisée par le changement de régime, et le capitalisme servile, propre aux pays semi-périphériques, laisse la population totalement à la merci à la fois à l'État tyrannique et aux forces inhumaines du marché. C'est précisément dans le sillage de la souffrance de la population que le régime Orbán a pu émerger. Tous les partis parlementaires de l'opposition qui se préparent à remplacer le régime d'extrême droite d'Orbán cherchent à s'attirer les faveurs – non pas des travailleurs – mais des classes moyennes, du “milieu” relativement aisé et, bien sûr, des entrepreneurs liés à la sphère politique. Leur objectif politique se limite pratiquement à un changement de rôles. Pourtant cela ne suffira pas à renverser le système.

Nous pensons que seule une gauche critique du système peut changer cette situation. Les perdants du régime capitaliste doivent aussi être contactés et mobilisés dans la lutte électorale ! Mais la vraie gauche, qui devrait être capable de faire cela, est paralysée de toutes parts. La principale raison de cette agression est que leur approche anticapitaliste et critique du capital – sans laquelle la politique du XXI^e siècle est impensable – n'est toléré ni par les libéraux ni par les conservateurs.

Nous nous engageons à représenter le concept de la gauche dans la future coalition. Les organisations citées ci-dessous ont élaboré ce manifeste rouge-vert parce qu'elles savent combien la pensée critique de gauche est nécessaire pour pouvoir renverser le régime actuel. Il faut en finir aussi bien avec le régime

Matériaux

d'Orbán qu'avec la Hongrie néolibérale de 1990-2010!

Quelques points importants de nos principales revendications :

- Le logement et la sécurité sociale doivent être un droit constitutionnel fondamental et exécutoire ! Pour mener une vie décente, l'eau, le chauffage et l'électricité doivent être garantis !
 - Un programme doit être élaboré qui s'engage à sauver les gens de la crise écologique et climatique, portant une attention particulière aux plus démunis.
 - Il faut mettre fin à l'extrême pauvreté.
 - Il faut introduire un revenu minimum de base sur le modèle espagnol.
 - Il faut mettre fin à la pauvreté énergétique.
 - Il faut créer des communautés locales durables.
- Promouvoir la création de coopératives agricoles tout en maintenant les petites fermes familiales.

Nos objectifs à long terme sont les suivants :

- Une transformation décisive du système de propriété, favorisant la propriété collective. Les services publics ne doivent en aucun cas être privatisés !
- L'État doit représenter les intérêts des travailleurs par rapport au capital, et non l'inverse ! Les gens d'abord, pas les profits !
- Il faut mettre fin à la grande propriété foncière.

Nous voulons créer un mouvement de gauche qui règle à la fois les problèmes sociaux et les problèmes environnementaux ! Un mouvement qui représente de manière cohérente les intérêts des travailleurs, des personnes précaires, des chômeurs, des habitants des bidonvilles, des retraités. Un système qui renverse le système corrompu et oligarchique d'Orbán !

Nous appelons les organisations, les groupes et les personnes de gauche à nous rejoindre !

Contacts :

Zalka Vera E-mail : zalkavera@gmail.com Tel : (1) 3778182 Mobile : (70) 5854246

Organisations signataires:

Attac Magyarország Egyesület
Magyarországi Munkáspárt 2006 – Európai Baloldal
Magyar Ellenállók és Antifasiszták Szövetsége (MEASZ)
Marx Károly Társaság
Baloldali Jövő Fórum
Népi Front
Baloldali Közösség (marxista platform)
Eszmélet folyóirat szerkesztősége
Szervezők a Baloldalért (Szab)
Magyar Szociális Fórum (Mszf)
Latin-Amerika Társaság

Budapest, 16 novembre 2020

Capitalism's Deadly Threat

**Joanna Bourke
Luciana Castellina
Fabian Fajnwaks
John Bellamy Foster
Ursula Huws
Maria Karamessini
Kateřina Konečná
Birgit Mahnkopf
Sandro Mezzadra**

2021
transform!
europe



MERLIN

2021

transform!

Capitalism's Deadly Threat

**Edited by
Walter Baier, Eric Canepa
and Haris Golemis**

*Heinz Bierbaum, Paolo Ferrero, Didem
Aydurmuş, Leonardo Boff, Hervé Bramy,
Rena Dourou, Felicity Dowling, Gauche
Républicaine et Socialiste, Alain Pagano,
Vijay Prashad, Filippo Savio, Eva García
Sempere*